
Visite du

Premier ministre

Brian Mulroney

en **A**frique

du 27 janvier au 2 février 1987



DOCS
CAI EAS11 87P65 EXF
Prime Minister Brian Mulroney's
visit to Africa : January
27-February 2, 1987. --
43249294



Affaires extérieures
Canada

External /
Canada

3 5036 20062273 3



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E

**Visite du
Premier ministre
Brian Mulroney
en Afrique**
du 27 janvier au 2 février 1987



CANADA

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
<u>LE PREMIER MINISTRE BRIAN MULRONEY</u>	3
 <u>LE CANADA ET L'AFRIQUE</u>	
LA CRISE EN AFRIQUE AUSTRALE.....	5
LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE.....	11
LE COMMONWEALTH ET LA FRANCOPHONIE.....	14
 <u>VISITE AU ZIMBABWE</u>	
CARTE DU ZIMBABWE.....	17
LE PRÉSIDENT BANANA.....	18
LE PREMIER MINISTRE MUGABE.....	20
FICHE DOCUMENTAIRE DU ZIMBABWE.....	22
LES RELATIONS CANADA-ZIMBABWE.....	23
VUE D'ENSEMBLE DU ZIMBABWE.....	24
LE COMMERCE CANADA-ZIMBABWE.....	27
LA COOPÉRATION CANADA-ZIMBABWE.....	28
 <u>ZAMBIE</u>	
LE PRÉSIDENT KAUNDA.....	30
FICHE DOCUMENTAIRE DE LA ZAMBIE.....	31
LES RELATIONS CANADA-ZAMBIE.....	32
 <u>BOTSWANA</u>	
LE PRÉSIDENT MASIRE.....	33
FICHE DOCUMENTAIRE DU BOTSWANA.....	34
LES RELATIONS CANADA-BOTSWANA.....	35
 <u>VISITE AU SÉNÉGAL</u>	
CARTE DU SÉNÉGAL.....	37
LE PRÉSIDENT ABDOU DIOUF.....	38
FICHE DOCUMENTAIRE DU SÉNÉGAL.....	39
LES RELATIONS CANADA-SÉNÉGAL.....	40
VUE D'ENSEMBLE DU SÉNÉGAL.....	42
LE COMMERCE CANADA-SÉNÉGAL.....	45
LA COOPÉRATION CANADA-SÉNÉGAL.....	46

PAGES

MALI

LE PRÉSIDENT MOUSSA TRAORE..... 49
 FICHE DOCUMENTAIRE DU MALI..... 50
 LES RELATIONS CANADA-MALI..... 51

MAURITANIE

LE PRÉSIDENT MAAOYUA OULD SID'AHMED TAYA..... 52
 FICHE DOCUMENTAIRE DE LA MAURITANIE..... 53
 LES RELATIONS CANADA-MAURITANIE..... 54

ANNEXE

LISTE DES PAYS REPRÉSENTÉS AU SOMMET
 FRANCOPHONE DE PARIS, 17-19 FÉVRIER 1986..... 55
 LISTE DES PAYS MEMBRES DU COMMONWEALTH..... 55

30

31

32

33

34

35

37

38

39

40

42

43

44

VISITE AU SÉNÉGAL

LE PREMIER MINISTRE
BRIAN MULRONEY

M. Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier, à Antigonish (Nouvelle-Écosse), et une licence en droit de l'Université Laval, à Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu Chef du Parti progressiste-conservateur.

Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).



Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada, en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands

frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Canadian Juvenile Diabetes Foundation et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki, et le couple a quatre enfants.

LE CANADA ET L'AFRIQUE

Il y a longtemps que les Canadiens s'intéressent à l'Afrique et participent à son développement. Depuis la fin du XIX^e siècle, des centaines de missionnaires, d'enseignants et de médecins canadiens se sont rendus dans toutes les régions de l'Afrique, le plus souvent dans le cadre d'initiatives privées financées directement grâce aux contributions de particuliers canadiens.

Les forces du changement qui ont mené la plupart des États de l'Afrique sub-saharienne à l'indépendance à la fin des années 50 et au début des années 60 ont en outre grandement élargi les possibilités de réalisation des objectifs du Canada en Afrique. Le développement de relations de gouvernement à gouvernement a alors été encouragé, les premières missions diplomatiques de la période post-indépendance étant ouvertes à Accra en 1957, à Lagos en 1960, à Yaoundé en 1962 et à Dakar en 1966.

Plus récemment, deux événements ont de nouveau braqué l'attention des Canadiens sur l'Afrique: la montée des tensions en Afrique australe et la famine qui a sévi dans plusieurs régions du continent. Les Canadiens ont continué de manifester un vif intérêt pour les affaires africaines et le gouvernement canadien a poursuivi ses efforts pour aider l'Afrique à venir à bout de problèmes de taille, mettant à profit à cette fin les liens qu'il entretient traditionnellement avec les pays francophones et anglophones d'Afrique par le biais d'institutions comme le Commonwealth et la Francophonie.

Il faut donc situer la visite du premier ministre Mulroney en Afrique dans le contexte des principales préoccupations du Canada concernant ses relations actuelles avec l'Afrique, à savoir:

- la crise en Afrique australe;
- la situation économique difficile en Afrique; et
- la préparation des sommets du Commonwealth et de la Francophonie, qui se tiendront au Canada en 1987.

LA CRISE EN AFRIQUE AUSTRALE

Ces deux dernières années, les médias, les gouvernements et des organisations non gouvernementales de toutes les régions du monde ont suivi de très près la détérioration de la situation en Afrique du Sud ainsi que l'intensification générale des tensions dans toute l'Afrique australe.

Les rapports quotidiens en provenance d'Afrique du Sud nous ont tenus informés de la lutte de plus en plus vive qui est menée pour faire pièce au régime d'apartheid et de la répression exercée par les autorités pour faire taire cette opposition. Le gouvernement a décrété des mesures d'urgence qui ont été brièvement levées par la suite pour être réintroduites encore plus brutalement en juin dernier. En outre, il a muselé les médias locaux et internationaux dans leur reportage de la détérioration de la situation.

Malgré ces mesures draconiennes, plus de 300 morts violentes ont été enregistrées depuis juin dernier et environ 20 000 Noirs, dont des enfants, ont été détenus durant cette période.

Les relations entre l'Afrique du Sud et ses voisins se sont également envenimées et les tensions ont été plus élevées que jamais auparavant. L'Afrique du Sud a mené des raids militaires contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe en mai 1986. Elle a en outre exercé des pressions économiques, ralentissant le mouvement des marchandises à ses frontières.

Le Canada n'entend pas demeurer passif devant ce déni des droits fondamentaux de la grande majorité des Sud-Africains. Il a donc pris plusieurs mesures pour manifester clairement son opposition à l'apartheid et encourager le changement pacifique en Afrique du Sud. Sa stratégie consiste à exercer graduellement des pressions sur le gouvernement sud-africain. N'étant pas lui-même un grand partenaire économique de l'Afrique du Sud, le Canada a reconnu qu'il lui fallait s'unir à d'autres pays pour encourager l'adoption de mesures significatives. Il a condamné le recours à des mesures de répression et a demandé instamment au gouvernement sud-africain de conclure avec sa population un pacte axé sur l'égalité pour tous.

Par elles-mêmes, les sanctions ne sont ni désirables ni nécessairement efficaces; c'est toutefois le seul moyen de montrer aux autorités d'Afrique du Sud à quel point le gouvernement canadien estime urgent d'éliminer effectivement les obstacles qui empêchent la majorité des Sud-Africains de jouir de leurs droits fondamentaux. Le Canada a choisi pour sa part d'exercer des pressions constantes et de plus en plus fortes, et il mise aussi sur l'impact d'un consensus aussi vaste que possible à l'échelle internationale.

Les mesures adoptées par le Canada pour promouvoir un changement pacifique en Afrique du Sud ont un caractère à la fois "négatif", de par la nature des sanctions économiques et autres, et positif, de par le soutien accordé à la majorité opprimée en Afrique du Sud, ou l'aide offerte aux voisins de l'Afrique du Sud qui souffrent indirectement de la situation interne dans ce pays.

Sanctions contre l'Afrique du Sud

En 1985, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le premier ministre Mulroney a indiqué que le Canada était disposé à recourir à des sanctions sélectives de concert avec d'autres pays.

À leur réunion à Nassau en octobre 1985, les chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth ont axé leurs discussions sur les mesures qui pourraient être adoptées pour encourager le changement pacifique en Afrique du Sud. L'Accord du Commonwealth sur l'Afrique australe qui en est issu contenait neuf mesures auxquelles le Canada a souscrit et qu'il a déjà appliquées pour la plupart. Le document faisait également état d'autres mesures possibles si, dans les six mois, l'Afrique du Sud n'avait pas montré des signes de progrès vers le démantèlement de l'apartheid.

Le Sommet de Nassau a donné lieu à la création d'un Groupe de personnalités éminentes chargé d'examiner les possibilités d'instaurer un dialogue excluant toutes considérations de couleur, de politique et de religion en vue d'établir un gouvernement non racial et représentatif en Afrique du Sud. Le groupe était formé de sept membres de milieux fort différents provenant de sept pays distincts du Commonwealth. L'archevêque Ted Scott représentait le Canada.

Le Groupe a présenté un rapport très peu optimiste, ses membres en venant à la conclusion que les autorités de Pretoria n'avaient pas fait de progrès tangibles et adéquats en vue d'abolir le régime d'apartheid. Le Groupe s'est acquitté de son mandat alors même que l'agitation et la violence se faisaient chaque jour plus présentes en Afrique du Sud et il a mis fin à ses travaux au moment où le gouvernement sud-africain menait des attaques contre trois États souverains voisins, le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe. Le Groupe a conclu, non sans hésitation, qu'il était nécessaire d'y aller de nouvelles mesures pour encourager le changement en Afrique du Sud, faute de quoi il faudrait se résigner à assister sans rien faire à l'aggravation du cycle de violence.

Conformément à l'Accord conclu à Nassau, le président de la Zambie et les premiers ministres de l'Australie, des Bahamas, du Canada, de l'Inde, du Royaume-Uni et du Zimbabwe ont examiné le rapport du Groupe de personnalités éminentes à l'occasion de la rencontre qu'ils ont eue à Londres en août 1986. Les conclusions du Groupe ont été généralement acceptées. Six des sept gouvernements représentés ont décidé conjointement de mettre en oeuvre un train de mesures convenues et de recommander leur adoption et leur application par les autres pays du Commonwealth et de la communauté internationale. Le gouvernement britannique a convenu d'appliquer deux des mesures de sa propre initiative, ainsi

qu'une troisième conjointement avec ses partenaires de la Communauté européenne.

Pour sa part, le Canada a appliqué toutes les mesures adoptées lors des sommets de Nassau et de Londres et il a pris d'autres mesures unilatéralement en 1985 et 1986 pour manifester son opposition à l'apartheid:

- Le "Code de conduite" d'application volontaire concernant les pratiques d'emploi des compagnies canadiennes opérant en Afrique du Sud a été renforcé.
- L'administration de l'embargo imposé par les Nations Unies sur les livraisons d'armes a été resserrée de façon à mettre fin aux exportations de matériel sensible, comme la vente d'ordinateurs au gouvernement sud-africain et à ses organismes.
- Une interdiction volontaire touchant la vente de krugerrands et d'autres pièces d'or sud-africaines a été introduite.
- L'importation de produits agricoles sud-africains n'est plus autorisée au Canada depuis le 1^{er} octobre 1986.
- L'importation d'uranium, de charbon, de fer et d'acier a été interdite.
- À la demande du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le ministre des Transports a demandé à la Commission canadienne des transports (CTC) de n'approuver aucun vol nolisé à destination de l'Afrique du Sud par un transporteur canadien. En outre, les bureaux de la South African Airways au Canada ont fermé leurs portes le 1^{er} novembre 1986.
- Toute forme d'aide gouvernementale à l'investissement et au commerce a cessé. Aucun délégué commercial du Canada n'est présent en Afrique du Sud depuis les dix dernières années. Les firmes canadiennes qui y font affaire ne peuvent désormais se prévaloir d'aucune forme d'aide à l'exportation.
- L'acquisition de biens et de services en Afrique du Sud par le gouvernement canadien a été découragée, et la politique du gouvernement à cet égard a été confirmée dans une directive du Conseil du Trésor à tous les ministères et organismes du gouvernement.
- Le 12 juin, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé l'introduction d'une interdiction volontaire touchant la promotion du tourisme. Le bureau de Toronto du South African Tourism Board a fermé ses portes le 1^{er} novembre 1986, à la demande du ministre.

- Une interdiction volontaire sur les nouveaux prêts bancaires est également en vigueur.
- Certains services consulaires ont été retirés en Afrique du Sud. Les règlements ont été modifiés pour empêcher les requérants d'Afrique du Sud (y compris les étudiants et les travailleurs occasionnels) d'obtenir de l'ambassade à Pretoria des visas leur permettant de séjourner au Canada. Les Sud-Africains désireux d'émigrer au Canada et les Canadiens qui se rendent en Afrique du Sud continueront de pouvoir se prévaloir de la gamme des services habituellement offerts.

Ces mesures ne sont aucunement destinées à devenir une composante permanente de notre relation avec l'Afrique du Sud, que nous espérons voir un jour revenir à la normale. Le gouvernement n'a pas décidé à la légère d'ériger des barrières aux échanges commerciaux et autres. Une fois que les autorités de Pretoria auront donné des signes réels d'une amélioration de la situation, toute la question des sanctions sera revue.

Aide aux Noirs en Afrique du Sud

Outre les mesures qui peuvent être considérées comme des sanctions, le Canada a mis en oeuvre des initiatives positives pour aider directement les victimes de l'apartheid en Afrique du Sud ainsi que dans les États voisins.

Le Canada n'a aucun programme bilatéral d'aide au développement avec le gouvernement d'Afrique du Sud, mais l'assistance aux Noirs sud-africains a été canalisée par l'entremise d'organisations bénévoles, syndicales et éducationnelles canadiennes et sud-africaines. Ainsi, en 1985, l'ACDI a annoncé la mise sur pied d'un programme de 7 millions \$ pour répondre aux besoins des Noirs sud-africains dans le domaine de l'éducation. Ce programme prévoit l'octroi de 75 bourses pour la poursuite d'études en Afrique du Sud et des mesures de recyclage des enseignants, d'alphabétisation des adultes, de planification pédagogique et de formation syndicale. Au nombre des mesures prises par le Canada à cet égard figurent les suivantes:

- Administrée par des organisations non gouvernementales, l'aide humanitaire offerte aux familles des victimes de l'apartheid sert à acquitter des dépenses d'alimentation, d'habillement et de logement, ainsi que des frais d'instruction.
- L'aide à la formation dispensée aux syndicats sud-africains leur est fournie avec la coopération du Congrès du travail du Canada.

- Le Coady International Institute assure la promotion des coentreprises génératrices de revenus.
- L'Entraide universitaire mondiale du Canada administre les programmes de bourses d'études universitaires destinés aux étudiants noirs.
- Divers projets de développement communautaire à l'intention des non-Blancs sont exécutés directement par l'entremise de l'ambassade du Canada en Afrique du Sud.

LA SADCC

Mise sur pied en 1980, la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) est une organisation régionale regroupant les neuf États noirs d'Afrique australe (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) et dont l'objectif consiste à réduire leur dépendance économique vis-à-vis de l'Afrique du Sud et à accélérer le développement économique et social des États membres en renforçant l'intégration régionale et l'autonomie collective.

La SADCC s'est fixé comme grandes priorités d'accroître la production agricole et industrielle, de recycler les installations de production existantes et de réaménager les infrastructures de base, tout particulièrement les réseaux ferroviaires et les autres modes de transport, de manière à assurer la liaison (biens et personnes) jusqu'à la mer sans avoir à passer par l'Afrique du Sud.

La SADCC est la première organisation régionale à recevoir le même statut prioritaire que les divers pays de concentration pour ce qui concerne les programmes de l'ACDI. À cela il faut ajouter l'aide bilatérale que les membres de la SADCC reçoivent directement, les crédits variant d'un pays à l'autre. L'accent mis sur la nature régionale du programme reflète toutefois l'importance que les neuf pays membres de la SADCC attachent aux actions qu'ils mènent en commun pour régler leurs problèmes.

Le programme de l'ACDI est axé sur quatre secteurs: l'alimentation et l'agriculture; le transport et les communications; l'énergie; et le développement des ressources humaines. Depuis 1984, 18 projets d'un coût d'environ 90 millions \$ ont été approuvés, au nombre desquels figurent des engagements de l'ordre de 44,9 millions \$ pour la remise en état de la ligne ferroviaire de Nacala, qui relie le Malawi à la ville portuaire de Nacala au Mozambique. Les projets vont de l'assistance technique et des études de faisabilité aux investissements en capital dans les secteurs de l'énergie, des transports et des communications. En 1985-1986, les décaissements se sont chiffrés à 9,11 millions \$.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Durant la famine qui a sévi en Afrique en 1984-1985, les Canadiens se sont montrés tout particulièrement généreux et solidaires envers les populations éprouvées. Diverses organisations privées ont recueilli plus de 60 millions \$ sous forme de dons, qui ont été acheminés vers l'Afrique au plus fort de la famine. Le gouvernement canadien, pour sa part, a contribué environ 172,8 millions \$ sous forme d'aide alimentaire d'urgence en 1984-1985 (une augmentation de deux tiers par rapport à l'année précédente). À titre de mesure spéciale, il a fourni des crédits additionnels de 65 millions \$ aux organisations non gouvernementales (ONG) - égalant ainsi les dons de ces dernières - pour les encourager à poursuivre leur excellent travail auprès des populations les plus démunies du monde.

Bien que la famine ait été largement due à la sécheresse, les conditions climatiques défavorables ont fait ressortir encore davantage la fragilité intrinsèque des économies des pays africains touchés et l'incapacité de ces derniers d'affronter cette catastrophe par leurs propres moyens.

Après avoir connu une expansion importante jusqu'au milieu des années 70, l'économie des pays de l'Afrique subsaharienne s'est détériorée, révélant de sérieuses lacunes au niveau des structures. Bien que la production globale ait plus que doublé entre 1965 et 1983, passant de 70 milliards \$US à environ 150 milliards \$US, la population de la région est passée pendant ce temps de 245 millions à 400 millions de personnes. Il s'ensuit que l'Africain moyen est aujourd'hui plus pauvre qu'en 1970. Depuis 1980, le PNB par habitant a chuté en moyenne de 16 %. Au chapitre des conditions de vie et du développement économique, mentionnons que la production alimentaire par habitant a connu entre 1965 et 1983 une baisse dramatique de 22 %.

En 1984, la valeur des exportations de la région avait diminué de 25 % par rapport à 1980, en raison notamment du faible prix des produits de base (le plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale) et de la lenteur de la croissance économique en Europe, le plus grand partenaire commercial de l'Afrique. Même si la dette extérieure à moyen et à long termes de l'Afrique subsaharienne n'est pas aussi considérable que celle d'autres régions, son service entraîne néanmoins chaque année de lourdes obligations. Celles-ci ont absorbé 15 % des recettes d'exportation de la région en 1984, et ce pourcentage devrait grimper à 30 % d'ici 1991. Cette tendance suscite de grandes inquiétudes puisque ces pays seront ainsi contraints à l'avenir de consacrer des sommes moins importantes aux importations et pourront plus difficilement investir dans leur propre croissance économique.

Session extraordinaire des Nations Unies sur l'Afrique

Alors qu'il était président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le président Diouf du Sénégal a largement contribué à convaincre la communauté internationale de tenir une session extraordinaire des Nations Unies sur la situation critique en Afrique. Durant cette session, tenue à New York du 27 au 31 mai 1986, les gouvernements africains se sont engagés à opérer des réformes économiques et institutionnelles d'envergure; les gouvernements des pays donateurs ont convenu pour leur part de faire tout en leur pouvoir pour fournir les ressources nécessaires et ainsi appuyer et compléter l'effort africain de développement. L'ONU est chargée de faciliter le processus et d'en suivre le déroulement.

Durant la session extraordinaire, le Canada a activement soutenu les efforts de relèvement et de développement de l'Afrique et annoncé de nouvelles mesures qui l'aideront à relever ce défi.

- L'initiative Afrique 2000 a été conçue afin d'accroître la participation du Canada à quelque 2 000 nouveaux projets au niveau communautaire. Un fonds quinquennal spécial de 150 millions \$ a été mis sur pied à cette fin.
- Le Canada a institué un moratoire d'une durée initiale de cinq ans sur le remboursement des prêts consentis dans le cadre de l'aide publique au développement et a indiqué qu'il était disposé à proroger ce moratoire par périodes de cinq ans jusqu'en l'an 2000. (La valeur des créances du Canada pour ce type de dette est estimée à environ 255 millions \$).
- Le Canada a en outre décidé peu avant le début de la session extraordinaire que tous les nouveaux projets d'aide au développement seraient financés au moyen de subventions plutôt que de prêts.

En tant que président du comité chargé de préparer le document final de la session, l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, M. Stephen Lewis, a contribué dans une large mesure à faire le consensus parmi les participants. M. Lewis a en outre été nommé conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies et il a reçu pour mandat d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la nécessité d'affecter davantage de ressources à l'Afrique et d'encourager les pays africains à procéder aux réformes et aux ajustements nécessaires.

Programmes canadiens d'aide au développement

Ces mesures exceptionnelles ne devraient pas faire oublier l'éventail des programmes actuellement mis en oeuvre dans 51 pays d'Afrique. En 1986-1987, l'aide totale fournie

par le Canada à l'Afrique par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) se chiffrera à environ 900 millions \$, soit environ 40 % du budget total de l'ACDI. Ce montant englobe l'ensemble des contributions et des programmes de l'ACDI et comprend par conséquent les programmes bilatéraux (380 millions \$), l'aide alimentaire (135 millions \$), les contributions des organisations non gouvernementales (90 millions \$) ainsi que les contributions faites aux diverses organisations multilatérales comme le Groupe de la Banque mondiale (107 millions \$) ou la Banque africaine de développement (72 millions \$). La contribution de 900 millions \$ du Canada à l'Afrique comprend en outre des subventions à des organisations canadiennes comme le Centre de recherches pour le développement international (16 millions \$) et la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale (27 millions \$).

Le Canada et le Sahel

Le Sahel est au nombre des régions d'Afrique où des Canadiens oeuvrent à la réalisation de projets de développement. Les huit pays de cette région (le Tchad, le Niger, le Cap-Vert, le Mali, Burkina Faso, le Sénégal, la Mauritanie et la Gambie) pratiquent une agriculture de subsistance; il s'agit essentiellement d'économies enclavées (à l'exception du Sénégal et du Cap-Vert) dont l'écologie fragile est menacée par une diminution des précipitations, qui deviennent de plus en plus irrégulières. Ces pays comptent parmi les plus pauvres au monde et leurs 33 millions d'habitants (le taux de croissance démographique est de 3 % par année) ont un revenu annuel moyen de 250 \$US. Comme les trois quarts de la population vivent d'agriculture pluviale et d'élevage en pâturages, les sécheresses de 1974-1975 et 1983-1984 ont eu des répercussions particulièrement désastreuses.

En général, ces pays ont une infrastructure matérielle déficiente (il y a au Tchad moins de 50 milles de routes pavées) et une pénurie de travailleurs qualifiés. Le gros de leur trafic doit être acheminé à grands frais via d'autres pays. L'aide représente en moyenne 16 % du PNB régional, et elle équivaut à peu près au commerce des marchandises de la région. Les exportations sont essentiellement constituées de produits agricoles et de certains minéraux, mais elles ne représentent qu'environ 60 % des importations. Pour les années 1986 à 1990, le service annuel de la dette (après rééchelonnement) représentera plus de 20 % des recettes d'exportation.

La plupart des pays du Sahel entreprennent d'importantes réformes institutionnelles et économiques. Quatre d'entre eux ont conclu des accords de confirmation avec le FMI et six ont recours au Fonds spécial d'aide de la Banque mondiale. La plupart s'appliquent surtout à réduire leurs

déficits gouvernementaux et à libéraliser leurs politiques économiques nationales, tout particulièrement dans le secteur de l'agriculture. Ces réformes commencent à porter fruit.

Le Canada vient au quatrième rang des pays de l'OCDE pour ce qui est de l'aide fournie au Sahel. De 1974 à 1986, l'ACDI a contribué plus 500 millions \$ aux efforts de développement du Mali, du Niger et de Burkina Faso dans le cadre du programme régional destiné au Sahel. De 1987 à 1992, le Canada prévoit consacrer environ 300 millions \$ à ces trois pays et des crédits additionnels de 90 millions \$ pour le Sénégal. Cette aide financière ira à divers projets: augmenter la production de denrées, développer la pêche, améliorer les réseaux d'adduction d'eau dans les villages, arrêter l'érosion grâce à des projets de reboisement, aménager les eaux de ruissellement, etc.

L'OMVS

Parallèlement aux programmes susmentionnés, trois pays du Sahel, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, coopèrent entre eux au sein de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Le projet vise à gérer de façon optimale les ressources hydriques du bassin du fleuve. En collaboration avec treize autres bailleurs de fonds, le Canada a fourni 33 millions \$ pour la première phase du projet, qui a vu la construction de deux barrages de retenue, l'un à Manantali, au Mali, et l'autre à Diama, sur la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie. Cette première phase, qui est presque terminée, a coûté 800 millions \$. Une deuxième phase, beaucoup plus ambitieuse, pourrait entraîner des dépenses de quelque 5 milliards \$. Elle vise à développer l'agriculture par l'irrigation de 350 000 hectares, à construire une centrale hydro-électrique et une ligne de transmission à Manantali et à aménager le fleuve pour la navigation. Le Canada a engagé des discussions avec les pays concernés et les autres bailleurs de fonds afin de déterminer quelle contribution il sera en mesure d'apporter à la deuxième phase du projet.

LE COMMONWEALTH ET LA FRANCOPHONIE

Le Canada accorde une grande importance à ses relations avec tous les pays d'Afrique. Notre appartenance au Commonwealth et à la Francophonie a toutefois joué un rôle déterminant dans la formulation et la mise en oeuvre de notre politique à l'égard de l'Afrique. En 1987, le Canada sera l'hôte des réunions des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie et du Commonwealth, et bon nombre de dirigeants africains viendront y représenter leur pays.

Le Sommet francophone

Le deuxième Sommet des chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français aura lieu au Canada les 2, 3 et 4 septembre 1987. L'événement aura lieu dans la ville de Québec, bastion de la vie française en Amérique.

Un Comité d'organisation a été créé pour coordonner les préparatifs et le déroulement du Sommet. Ce Comité est présidé par le Canada. Le Québec et le Nouveau-Brunswick en font aussi partie.

Un des plus grands atouts que possèdent les pays membres de la communauté francophone internationale est leur esprit de coopération. Dans le but d'assurer que les préoccupations et les espoirs de chacun seront pris en compte au Sommet de Québec, un Comité international de représentants personnels des chefs d'État et de gouvernement (sherpas) a été mis sur pied. L'Ambassadeur du Canada en France, M. Lucien Bouchard, agit comme président de ce Comité à titre de représentant personnel du Premier ministre Mulroney. Il incombe à ce groupe d'identifier les thèmes et les sujets à soumettre à l'attention des chefs d'État et de gouvernement lors de la rencontre de Québec.

Le Sommet du Commonwealth

La prochaine réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth se tiendra à Vancouver en octobre 1987, et la reine, en sa qualité de chef du Commonwealth, procédera à l'ouverture officielle de cette importante rencontre.

Le Commonwealth regroupe 49 pays indépendants représentant le quart des nations et de la population du globe. Par tradition, ces rencontres au sommet ont lieu tous les deux ans.

Elles se distinguent d'abord et avant tout par leur caractère informel. Diverses conventions et procédures particulières ont d'ailleurs été adoptées pour consacrer cette absence de formalisme. Ces réunions constituent par conséquent d'excellentes occasions pour les dirigeants de ce groupe de pays de discuter franchement de certaines questions. Les délibérations se déroulent à huis clos et en l'absence de rapporteurs. À mi-chemin, les participants se retirent momentanément la table de conférence, ce qui leur permet d'échanger franchement et posément divers points de vue hors du cadre rigide et artificiel qui entoure souvent les débats publics dans d'autres instances internationales.

Faisant suite à une longue série de conférences des premiers ministres à Londres, les réunions antérieures des chefs de gouvernement du Commonwealth ont eu lieu à Singapour en 1971, à Ottawa en 1973, à Kingston (Jamaïque) en 1975, à Londres en 1977, à Lusaka (Zambie) en 1979, à Melbourne en 1981, à New Delhi en 1983 et à Nassau (Bahamas) en 1985.

CONCLUSION

Au cours des trente dernières années, les relations du Canada avec l'Afrique se sont progressivement étendues à l'éventail actuel des échanges bilatéraux et ont été marquées par des consultations aux niveaux politique, institutionnel et commercial. Chaque région et chaque pays a ses caractéristiques propres.

En dépit des conditions économiques difficiles dans lesquelles se sont retrouvés plusieurs pays d'Afrique subsaharienne ces dernières années, le Canada a développé des relations commerciales importantes avec plusieurs d'entre eux, dont le Maghreb, l'Égypte, le Cameroun et le Nigéria. En 1985, les exportations totales du Canada en Afrique se sont chiffrées à 1,4 milliard \$ et ses importations à 1,1 milliard \$ (soit un commerce combiné de 2,5 milliards \$). Les compagnies canadiennes participent de plus en plus à des échanges mutuellement bénéfiques avec l'Afrique et leur compétence est mise à contribution pour répondre aux besoins des pays africains pour ce qui concerne les biens, les services et les transferts de technologie.

Les visites bilatérales de dirigeants africains au Canada ou encore de dirigeants canadiens en Afrique sont nombreuses et elles sont l'occasion de passer en revue des dossiers bilatéraux et multilatéraux. En 1986, par exemple, il y a eu deux visites officielles de chefs d'États africains au Canada, celle du président Sassou-Nguesso du Congo, qui est en outre l'actuel président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et celle du président Biya du Cameroun. Ces deux visites ont contribué tout particulièrement à renforcer les relations bilatérales avec les pays en cause ainsi qu'avec l'OUA, l'organisation continentale la plus importante en Afrique.

La visite du Premier ministre Mulroney constituera une autre étape marquante des relations que le Canada entretient avec l'Afrique.



LE PRÉSIDENT BANANA
DU ZIMBABWE



Le Président Canaan Sodindo Banana est né à Esiphezini le 5 mars 1936. Il fait ses études élémentaires à la Mission de Mzinyati et ses études secondaires au High School de Tegwani.

Dans les années 60 et 70, il poursuit des études en Rhodésie, au Japon, aux États-Unis et en Afrique du Sud, obtenant entre autres diplômes une maîtrise en théologie.

Sa carrière est très diversifiée puisqu'il a été directeur d'écoles méthodistes, principal de l'internat de Matjinge, aumônier invité au High School de Tegwani et président du Conseil des Églises de Bulawayo.

De 1970 à 1973, il a été président du Southern Africa Content Group à la Urban/Industrial Mission de la Conférence panafricaine des Églises. Depuis 1970, il est membre du Comité consultatif du Conseil oecuménique des Églises.

Il entre dans la vie politique en devenant membre fondateur et premier vice-président du Conseil national africain, organisme mis sur pied pour mobiliser l'opinion africaine contre les propositions Home-Smith en 1971. Les autorités rhodésiennes ne cessent de le harceler et en 1972 lui confisquent son passeport et lui interdisent l'entrée des postes de police partout au pays, sous prétexte qu'il exercerait une influence politique excessive sur les membres des forces de police.

De 1973 à 1975, le Président Banana est aumônier de l'American University à Washington (DC). Il est arrêté dès son retour au pays par les autorités rhodésiennes et condamné à trois mois de travaux forcés pour avoir quitté le pays sans documents de voyage. Il est libéré en janvier 1976 mais ne peut quitter son domicile de Bulawayo. Il est libéré un peu plus tard cette même année afin de pouvoir assister à la Conférence de Genève en tant que membre de la délégation de l'évêque Muzorewa, mais il décide plutôt de se joindre à l'équipe de la ZANU (FP) de Robert Mugabe.

Cette même année, il est élu secrétaire de la publicité du People's Movement Internal Co-operating Committee de la ZANU (FP). En janvier 1977, après son retour de la Conférence de Genève, il est de nouveau arrêté pour ses activités politiques, puis libéré le 26 novembre 1979.

Le Président a énormément voyagé et a rédigé quatre opuscules sur la politique et la religion et collaboré à plusieurs magazines et revues.

Le Président Banana est marié et a trois enfants.

LE PREMIER MINISTRE MUGABE
DU ZIMBABWE



M. Robert Gabriel Mugabe est né à la Mission de Kutama, dans la réserve de Zvimba, en 1924. Instruit par les Frères maristes canadiens à Kutama, il obtient en 1941 son diplôme d'enseignant d'école élémentaire. Dans les années 40 et 50, il enseigne au Zimbabwe, en Zambie et au Ghana.

M. Mugabe se consacre à la politique en 1960, année où il entre au Comité exécutif national du National Democratic Party (NDP) comme secrétaire de la publicité. Après l'interdiction du NDP, il devient secrétaire de la publicité du nouveau parti, la Zimbabwe African People's Union (ZAPU). Après la

scission intervenue à la direction de la ZAPU et la formation subséquente de la Zimbabwe African National Union (ZANU) en août 1963, il est élu secrétaire général de la nouvelle organisation.

Arrêté en 1964, M. Mugabe passe les dix années suivantes dans des prisons rhodésiennes. Il est titulaire de diplômes en anglais, histoire, sciences économiques, droit et administration, qu'il a obtenus pour la plupart durant son incarcération.

C'est durant son séjour en prison que le Premier ministre Mugabe s'impose comme chef de la ZANU. Dès sa libération, il quitte la Rhodésie pour réorganiser le parti et redonner vie à son aile militaire, la Zimbabwe African National Liberation Army (ZANLA), qui lance ses opérations depuis le Mozambique. En 1976, il fait signer à la ZANU une entente avec la ZAPU afin de coordonner la lutte pour l'indépendance.

En 1980, M. Mugabe est élu Premier ministre et devient ainsi la première personne à occuper ce poste au Zimbabwe. Son premier mandat est marqué par la contestation et il doit faire face à une opposition violente dans la région du Matabeleland. M. Mugabe est réélu par une majorité encore plus grande lors des deuxièmes élections générales du Zimbabwe, en 1985.

Sur le plan intérieur, M. Mugabe cherche avant tout à maîtriser les divisions tribales et raciales de son pays et à réduire la vulnérabilité politique et économique du Zimbabwe face à l'Afrique du Sud. Au cours des 18 derniers mois, il s'est davantage intéressé aux affaires internationales, comme le prouve le rôle qu'il a joué aux réunions du Commonwealth à Nassau et à Londres. Il occupe depuis peu, pour une période de trois ans, le poste de président du mouvement des pays non alignés. Ses qualités de chef ont été attestées par le succès du sommet des pays non alignés tenu à Harare en août dernier sous sa présidence.

M. Mugabe est marié à Sarah Hayfron. Leur fils unique a perdu la vie en 1966.

FICHE DOCUMENTAIRE DU ZIMBABWE

Nom officiel: République du Zimbabwe

Date d'indépendance: 18 avril 1980

Superficie: 390 308 kilomètres carrés; 40 % de terres arables (dont 6 % sont cultivées)

Population: 8,4 millions d'habitants (1986)

Capitale: Harare - 656 000 habitants (1982)

Langue: Anglais (langue officielle), Chi Shona et Si Ndébélé

Religion: 50 % de syncrétistes (croyances chrétiennes et indigènes); 25 % de chrétiens; 24 % de croyants indigènes et 1 % de musulmans.

Économie: PNB (1985): 5,095 milliards \$US
PNB par habitant (1984): 740 \$US

Gouvernement: République dotée d'une constitution avec Parlement de style britannique dont les membres sont élus. Le Président est élu par le Parlement pour un mandat de 6 ans pouvant être renouvelé une fois, et agit principalement sur les conseils de son Premier ministre. Il nomme le Premier ministre, chef du gouvernement.

Monnaie: Le dollar zimbabwéen.

Représentation du Zimbabwe: Le haut-commissaire du Zimbabwe au Canada est Son Excellence Stanislaus G. Chigwedere. Le haut-commissariat est situé au 112, rue Kent, pièce 1315, Place de Ville, Tour B, Ottawa. N° de tél. : 237-4388

Représentation du Canada: Le haut-commissaire du Canada au Zimbabwe est M. Roger Bull. Le haut-commissariat est situé au 45 Baines Ave., Harare. N° de tél. : 79-38-01.

LES RELATIONS CANADA-ZIMBABWE

Le Canada a noué des relations avec le Zimbabwe au moment de l'accession de ce pays à l'indépendance en 1980. Au cours des six dernières années, ces liens sont devenus très étroits. Les relations concernent également les ressortissants des deux pays, puisque quelque 800 Canadiens vivent et travaillent au Zimbabwe et que 49 Zimbabwéens poursuivent actuellement des études au Canada. Les missionnaires canadiens oeuvrent depuis longtemps au Zimbabwe, et deux des soeurs du Premier ministre Mugabe ont été associées à des universités canadiennes (Mont Saint-Vincent et Saint-François-Xavier).

Le Premier ministre Mugabe est venu au Canada en septembre 1983; depuis cette date, se sont rendus au Zimbabwe le sénateur Duff Roblin, en février 1985 et 1986, M. Walter MacLean, alors secrétaire d'État, en juillet 1985, et Mme Monique Landry, ministre des Relations extérieures, en octobre 1986.

M. Mulroney et M. Mugabe ont travaillé en étroite collaboration lors des sommets du Commonwealth de Nassau et de Londres à la préparation et à l'acceptation de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

L'origine du programme canadien d'aide au développement du Zimbabwe remonte à un engagement de 50 millions \$ pris lors de la Conférence de 1981 pour la reconstruction et le développement du Zimbabwe (ZIMCORD). Les dépenses au titre de l'aide bilatérale au Zimbabwe en 1985-1986 se sont élevées à 15 millions \$. Parmi les principaux projets du Canada au Zimbabwe, citons une ligne de crédit au développement pour fournir des biens d'équipement au secteur rural, des levés photogrammétriques et aéromagnétiques du pays, une ligne de crédit au développement du secteur privé (15 millions \$ pour l'achat de pièces de rechange et de matières premières), et un projet d'enseignement professionnel et technique. Dix organisations non gouvernementales canadiennes, dont l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC), le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO) et le YMCA/YWCA, ont reçu l'aide de l'ACDI pour entreprendre des travaux au Zimbabwe. Le Canada contribue par ailleurs, par l'intermédiaire de la SADCC, à plusieurs projets régionaux dont profite directement le Zimbabwe.

En 1985, le Canada a exporté pour 11,3 millions \$ de marchandises au Zimbabwe (principalement du blé, du caoutchouc synthétique, des matières plastiques et du papier). Nous avons importé pour 5,2 millions \$ de marchandises, notamment du sucre brut, du thé et des minéraux non métalliques.

VUE D'ENSEMBLE DU ZIMBABWE

SITUATION INTÉRIEURE

La question de l'unité nationale reste la préoccupation principale du Premier ministre Mugabe sur le plan intérieur. Les résultats des élections de juillet 1985 traduisent bien les divisions tribales et raciales du pays. Le parti au pouvoir, la ZANU (FP), a renforcé son emprise sur la majorité des régions shonas du pays, remportant 64 sièges, alors que le parti de la ZAPU de Joshua Nkomo remportait les 15 sièges du Matabeleland, place forte des Ndébélés. Un autre siège est allé à un petit parti dissident. Lors du vote pour les 20 sièges "réservés aux Blancs", la Conservative Alliance of Zimbabwe de Ian Smith a contre toute attente remporté 15 sièges, ne laissant au tout nouveau parti blanc, l'Independent Zimbabwe Group, que quatre sièges, le dernier siège "blanc" étant enlevé par un indépendant, Chris Anderson, aujourd'hui le seul Blanc du Cabinet.

Le Premier ministre Mugabe n'a pas caché son intention de faire adopter une série d'amendements majeurs à la Constitution dès 1987. Ces amendements visent à abolir le Sénat et les 20 sièges réservés aux Blancs à la Chambre d'assemblée, à confier le pouvoir exécutif au Président et à constituer un régime de parti unique. Tout porte de plus en plus à croire que la ZANU et la ZAPU sont sur le point d'annoncer un accord de principe sur l'unification des deux partis.

Le gouvernement précise qu'une telle unification lui permettra de mettre un terme aux rivalités entre les tribus shonas et ndébélés qui ont pour origine les différences historiques et la séparation des forces rebelles entre la ZANU et la ZAPU dans les années qui ont précédé l'indépendance. Le gouvernement est par ailleurs soucieux d'affermir l'unité de la nation, vu l'incertitude qui règne de plus en plus dans la région. Depuis 1980, des affrontements sporadiques se sont produits entre tribus et en 1983, le Matabeleland a été le théâtre de sérieuses agitations.

Dans le domaine des droits de la personne, le gouvernement a fait l'objet de certaines critiques. En novembre 1985, Amnistie internationale a publié un rapport prétendant que le gouvernement viole de façon systématique les droits de la personne en usant notamment de la torture, de la détention illégale, d'enlèvements et de "disparitions" politiques. Le gouvernement a nié ces accusations. L'année dernière, le Zimbabwe a considérablement amélioré la situation des droits de la personne. En décembre 1986, plusieurs hauts responsables de la ZAPU ont été libérés. Le gouvernement zimbabwéen prétend que depuis les élections de 1985, 214 détenus ont ainsi été libérés, et qu'il n'en reste plus que 34 derrière les barreaux. Malgré ces améliorations, "l'état d'urgence",

déclaré tout d'abord par Ian Smith il y a plus de 20 ans, a été prolongé en juillet dernier pour une autre période de six mois.

SITUATION ÉCONOMIQUE

L'économie du Zimbabwe est l'une des plus solides de l'Afrique subsaharienne. En plus d'une abondance de ressources naturelles, le Zimbabwe possède une base économique diversifiée qui s'explique en partie par le fait que la Rhodésie, dans sa lutte contre les sanctions qui lui ont été imposées, s'est lancée sur le chemin de l'industrialisation. Au cours des deux années qui suivent son indépendance, le Zimbabwe connaît une importante croissance, mais pendant les deux années suivantes, l'économie stagne et sa croissance devient négative à cause de la diminution des répercussions inflationnistes initiales du retrait des sanctions et d'une baisse de la production agricole causée par trois années de sécheresse. Grâce aux pluies abondantes de 1985, les récoltes de maïs, de blé et de sorgho sont exceptionnelles. La qualité, la quantité et le prix du tabac, produit d'exportation principal du Zimbabwe (22 % des recettes d'exportation en 1984), enregistrent des améliorations. Les secteurs minier et manufacturier font des progrès impressionnants en 1985. La même année, grâce aux mesures adoptées en 1984 pour atténuer les pertes de bétail causées par la sécheresse, le Zimbabwe commence à exporter du boeuf vers les pays de la CEE. Le Plan de développement quinquennal (1986-1990) annoncé en avril 1986 repose sur une croissance annuelle du PIB de 5 % en termes réels, et de 7 % pour ce qui est de la valeur des exportations.

L'essor futur de l'économie zimbabwéenne est largement tributaire des transports. Aujourd'hui, la plupart des exportations du Zimbabwe et une majorité de ses importations doivent transiter par l'Afrique du Sud. Aussi, afin de diminuer sa dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud, le gouvernement du Zimbabwe accorde une importance particulière au corridor de Beira, qui traverse le Mozambique jusqu'à l'océan Indien. La Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) a fixé comme priorité la modernisation de cette voie ferrée et du port de Beira. Le Zimbabwe a par ailleurs stationné des troupes le long du corridor afin d'aider le Mozambique à se protéger contre toute tentative de sabotage par la Résistance nationale du Mozambique (RNM).

RELATIONS INTERNATIONALES

Sur la scène internationale, le Zimbabwe préconise une politique de non-alignement. En tant que président du mouvement des pays non alignés, le Premier ministre Mugabe a accueilli en août 1986 à Harare la huitième Conférence des

chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés. M. Mugabe a également participé de façon active aux délibérations des États de la Ligne de front sur l'Afrique du Sud et la Namibie.

Pour des raisons historiques et pratiques, le Zimbabwe entretient d'importantes relations dans les domaines du transport et du commerce avec l'Afrique du Sud, mais n'a toutefois aucune relation diplomatique avec ce pays. M. Mugabe a joué un rôle prédominant dans l'élaboration de la position du Commonwealth à l'égard de l'Afrique du Sud. Il n'a cessé de demander aux pays occidentaux d'imposer des sanctions à l'Afrique du Sud et a indiqué que le Zimbabwe pourrait rompre ses liaisons aériennes avec ce pays. Le Zimbabwe risque de beaucoup souffrir des répercussions économiques des sanctions prises contre l'Afrique du Sud et des contre-sanctions que ce pays pourrait imposer.

Le Zimbabwe et tous les États de la Ligne de front sont fortement préoccupés par les activités des troupes rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RNM), qui cherchent à détruire les voies de transport et les pipelines vitaux qui permettent au Zimbabwe d'avoir accès à l'océan Indien. Le Zimbabwe apporte par ailleurs son aide militaire au Mozambique et, afin de réduire sa propre dépendance et celle de la région à l'égard de l'Afrique du Sud, il est devenu un membre actif de la SADCC et des États de la Ligne de front. Le Zimbabwe fait partie également de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) de l'Afrique orientale et australe. Il est signataire de la Convention de Lomé III, un accord d'aide et de commerce qui lie les Communautés européennes à 66 pays d'Afrique, des Antilles et du Pacifique.

LE COMMERCE CANADA-ZIMBABWE

Le Zimbabwe et le Canada s'accordent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée grâce à leur adhésion commune au GATT. Le Zimbabwe bénéficie en outre du tarif de préférence générale du Canada ainsi que du tarif de préférence britannique. D'un point de vue commercial, son marché est le plus grand et le plus important du groupe de la SADCC. Ses secteurs minier, industriel et agricole suffisamment bien développés lui permettent de jouer un rôle important sur l'échiquier de l'Afrique australe, d'autant plus que son économie est la plus diversifiée et la mieux développée de toutes celles de l'Afrique noire. Malgré les obstacles que représentent les prix internationaux peu élevés pour les principaux minéraux exportés, ceux-ci ont représenté en 1984, malgré des prix déprimés, un quart des recettes d'exportation du Zimbabwe.

Les relations commerciales du Canada avec le Zimbabwe ont commencé à prendre leur essor en 1980. Après l'indépendance de ce pays, les exportations canadiennes sont passées de 4,5 millions \$ en 1983 à 10,2 millions \$ en 1984, puis à 11,3 millions \$ en 1985; elles se composent essentiellement de blé (4 millions \$), de matériel téléphonique (2,7 millions \$) et de machines et pièces agricoles (0,5 million \$). Pour les huit premiers mois de 1986, les exportations vers le Zimbabwe ont approché les 4 millions \$. Quant aux importations, qui se chiffraient à 6,4 millions \$ en 1983, elles sont passées à 8,2 millions \$ en 1984, mais sont par la suite retombées à 5,2 millions \$. Au cours des trois dernières années, ces importations ont porté presque exclusivement sur le sucre brut et de petites quantités de thé, de café et de nickel.

Deux facteurs sont venus limiter la portée de l'effort commercial du Canada au Zimbabwe: les quotas d'importation imposés par ce pays et sa pénurie de devises, aggravée par la faiblesse du pouvoir d'achat du dollar zimbabwéen, qui a perdu plus de la moitié de sa valeur par rapport au dollar américain depuis 1982. Des initiatives commerciales sont maintenant planifiées consécutivement à la ligne de crédit consentie par l'ACDI au secteur privé, qui permet l'entrée d'une vaste gamme de produits canadiens sur ce marché. Les télécommunications, l'électricité et l'énergie, les services de consultation et les transports sont les secteurs les plus prometteurs pour le Canada. La modernisation des systèmes de télécommunications et l'extension des réseaux de distribution aux régions rurales figurent parmi les grandes priorités du Zimbabwe. La participation à des projets financés par l'ACDI et des organisations multilatérales a ouvert des débouchés à des entreprises canadiennes d'ingénieurs-conseils dans les secteurs des pâtes et papiers, du transport de l'énergie et des transports en général. Il existe par ailleurs des possibilités de coentreprises pour des firmes canadiennes.

La Société pour l'expansion des exportations a fait savoir qu'elle était prête à financer divers projets au Zimbabwe.

LA COOPÉRATION CANADA-ZIMBABWE

L'aide gouvernementale bilatérale apportée par l'ACDI au Zimbabwe, depuis son indépendance en avril 1980, s'élève à 98 millions \$. Au cours de la phase initiale du programme, durant la période de transition, 5,9 millions \$ ont été consacrés à des projets de reconstruction, de modernisation et de réinstallation. Il a été nécessaire d'apporter une telle aide à court terme afin de redonner rapidement une certaine forme de stabilité à la situation fragile qui prévalait à la fin des hostilités. L'actuel programme bilatéral est axé sur la mise en valeur des ressources humaines, l'infrastructure, l'aménagement rural et le développement agricole, l'objectif étant d'aider le Zimbabwe à améliorer sa croissance économique tout en favorisant la production rurale. En 1985-1986, les montants versés se sont élevés à 15,72 millions \$. L'activité de l'ACDI se concentre dans les secteurs prioritaires suivants:

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET AMÉNAGEMENT RURAL

Un projet de cartographie de l'ordre de 7,6 millions \$ permettra de faire un inventaire exhaustif des ressources des régions les moins développées du pays, à partir duquel il sera possible de dresser un plan d'occupation des sols. Le levé photogrammétrique de tout le pays a déjà été effectué, ainsi que l'aérotriangulation et l'installation d'un système de cartographie assistée par ordinateur aux Services cartographiques. Des compagnies canadiennes produisent actuellement 900 orthophotocartes couvrant le nord et l'est du Zimbabwe.

SECTEUR MINIER

L'ACDI a aidé le Zimbabwe à relancer son secteur minier en finançant un projet de 9,4 millions \$ prévoyant un relevé aéromagnétique exécuté en 1984 par Kenting Earth Sciences et Geoterrex International. Quatre coopérants de l'ACDI exploitent aujourd'hui ces données en plus d'entreprendre des études géophysiques et d'effectuer des forages pour lancer un programme d'exploitation des minéraux.

SECTEUR DES TRANSPORTS

L'ACDI assure actuellement la formation d'instructeurs pour conduire 63 niveleuses Champion déjà livrées.

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES

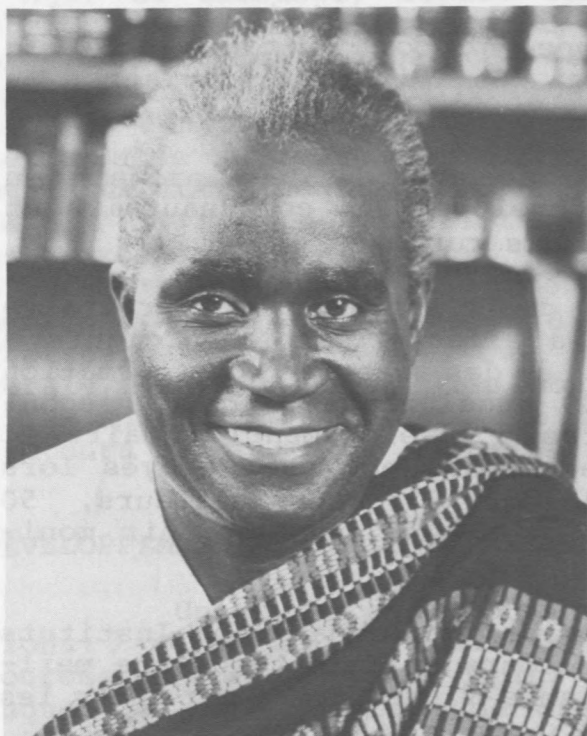
Afin de permettre au Zimbabwe de régler sa grave pénurie de travailleurs qualifiés, l'ACDI a mis en oeuvre un programme d'assistance pédagogique et technique en plus d'apporter son appui au développement communautaire et à la formation de coopératives. Parmi les initiatives prises dans ce secteur, citons les suivantes:

- 4,5 millions \$ pour le financement de deux projets du SUCO dans les domaines du développement communautaire et des coopératives de producteurs ruraux;
- la Phase II d'un projet de l'Entraide universitaire mondiale du Canada visant à affecter 100 enseignants à des écoles secondaires et à des centres de formation d'enseignants. Quelque 100 enseignants d'écoles secondaires rurales et de centres d'enseignement primaire et 50 enseignants d'écoles techniques ont été envoyés lors de la Phase I (6,7 millions \$); par ailleurs, 50 Zimbabwéens ont été formés au Canada pour devenir moniteurs techniques;
- un projet de 900 000 \$ exécuté par le Manitoba Institute of Management prévoyant des cours de formation, une meilleure gestion et une assistance financière pour aider les petits entrepreneurs;
- un jumelage entre l'Université Dalhousie et l'Université du Zimbabwe, grâce auquel l'Université Dalhousie a apporté son aide dans la conception et l'institution d'un diplôme et d'une maîtrise en administration publique, a dispensé des cours de formation et de perfectionnement aux enseignants, a préparé des documents devant servir à la formation et à la recherche, et a mis au point des matériels de bibliothèque et d'enseignement;
- un projet de 8,9 millions \$ mis en oeuvre par l'Ontario International Corporation pour apporter de l'aide dans les domaines de l'enseignement technique, des tests professionnels et de la préparation des programmes.

LIGNE DE CRÉDIT AU SECTEUR PRIVÉ

Une ligne de crédit de 14,7 millions \$ atténue la grave pénurie de devises qui freine le redressement économique du Zimbabwe. Les fonds servent à l'achat de marchandises, de biens et de matériel canadiens nécessaires à la relance du secteur privé. Quatre-vingt commandes totalisant 3,5 millions \$ ont été faites au cours de l'année et portent sur une vaste gamme de produits industriels, notamment des produits synthétiques et des pièces détachées d'aéronefs.

LE PRÉSIDENT KAUNDA
DE LA ZAMBIE



Le Président Kenneth David Kaunda est né en 1924. Son père était un missionnaire de l'Église d'Écosse et sa mère une des premières enseignantes africaines dans la région. Sa carrière d'enseignant cède vite la place à ses intérêts politiques et à son engagement dans la lutte pour l'indépendance dans les années 50. En 1960, il est élu chef du United National Independence Party, qu'il vient de former. En 1964, il retire la Rhodésie du Nord de la Fédération du Nyasaland et de la Rhodésie du Nord et du Sud, et en octobre 1964 il devient Président de la Zambie, qui vient d'accéder à l'indépendance.

Le Président Kaunda a reçu des diplômes honorifiques de six universités, dont celle de Windsor (Ontario) en 1966. Dans les années 60, il signe ou cosigne sept livres. Il est élu président du Mouvement des pays non alignés en 1969 et président de l'OUA en 1970. Au cours de cette même année, il reçoit le prix Nehru pour la Compréhension internationale.

Le Président est un ardent défenseur de l'unité nationale dans son pays. Son dévouement pour la cause de l'"humanisme" a donné naissance à ce que les Zambiens considèrent comme leur philosophie officielle de gouvernement.

Le Président Kaunda est marié à Betty Banda; ils ont neuf enfants.

FICHE DOCUMENTAIRE DE LA ZAMBIE

Nom officiel: République de Zambie

Date d'indépendance: 24 octobre 1964

Superficie: 752 614 kilomètres carrés;
5 % de terres arables en culture, 13 % de forêts denses, 61 % de forêts claires et de prés

Population: 7 millions d'habitants (estimation - milieu de 1986)

Capitale: Lusaka - 725 000 habitants (1986)

Langue: Anglais (langue officielle);
73 langues indigènes

Économie: PNB (1984) - 2,6 milliards \$US
PNB par habitant (1984) - 470 \$US

Gouvernement: République dotée d'une constitution; régime de parti unique

Monnaie: Le kwacha zambien

Représentation de la Zambie: Le haut-commissaire de la Zambie au Canada est Son Excellence Humphrey Mulemba. Le haut-commissariat est situé au 130, rue Albert, pièce 1610, Ottawa. N° de tél. : 563-0712.

Représentation du Canada: Le haut-commissaire du Canada en Zambie est Mlle Marion Macpherson. L'adresse du haut-commissariat est la suivante: Barclays Bank North End Branch, Cairo Road, Lusaka. N° de tél. : 21-61-61.

LES RELATIONS CANADA-ZAMBIE

Les relations que nous entretenons avec la Zambie ont toujours été amicales, ce qui s'explique en partie par notre position sur les questions de l'Afrique australe et notre empressement à aider la Zambie à satisfaire ses besoins économiques et de développement. Le Canada a appuyé les initiatives de paix du Président Kaunda dans la région; ce dernier et le Premier ministre Mulroney ont collaboré étroitement lors des réunions des chefs de gouvernement du Commonwealth tenues à Nassau (octobre 1985) et à Londres (août 1986) en vue d'arrêter la position du Commonwealth à l'égard de l'Afrique du Sud.

L'ACDI a mis en place un important programme d'aide en Zambie. Les montants consacrés à ce programme pour l'année 1985-1986 se sont élevés à 18 millions \$, portant ainsi le total depuis 1971 à 162,8 millions \$. L'aide bilatérale de l'ACDI visait au départ les besoins de la Zambie dans les domaines des transports et de la formation. Devant la dégradation de la situation économique dans ce pays vers le milieu des années 70, l'assistance technique a été remplacée par des projets d'équipement et par des lignes de crédit destinées à atténuer les problèmes de balance des paiements de la Zambie.

En 1982-1983, l'ACDI a procédé à la réévaluation de son programme et a fixé des priorités sectorielles pour la période allant de 1983-1984 à 1988-1989. Le Canada aide la Zambie à diversifier son économie, actuellement tributaire du cuivre, à augmenter sa production agricole et à améliorer les infrastructures et les services dans les régions rurales. Le développement agricole et l'aménagement rural représentent 75 % des dépenses bilatérales engagées dans le cadre des projets actuels et prévus.

Le haut-commissariat du Canada en Zambie finance présentement 29 projets, principalement dans les domaines de l'éducation et de la formation. La contribution aux programmes spéciaux s'est élevée à près de 480 000 \$ en 1984-1985, répartis entre une vingtaine d'organismes ayant des projets de développement en Zambie.

Les exportations canadiennes en Zambie se sont élevées à 5,4 millions \$ en 1985, et pour les neuf premiers mois de l'année 1986, elles ont dépassé les 9 millions \$. L'ensemble des exportations pour 1986 devrait approcher les 12 millions \$. S'il est vrai que ces chiffres tiennent compte d'un fort pourcentage d'aide bilatérale, des sociétés canadiennes ont néanmoins réussi dernièrement à se voir adjudger des parties de projets financés par la Banque mondiale dans les secteurs de la santé et de la construction de routes.

Environ 450 Canadiens, principalement des coopérants de l'ACDI et des membres d'ONG et d'ordres missionnaires, habitent et travaillent en Zambie. Il y a actuellement 48 étudiants zambiens inscrits dans des universités canadiennes.

LE PRÉSIDENT MASIRE
DU BOTSWANA

Le Président Quett Ketumile Joni Masire est né le 23 juillet 1925 dans le sud du Botswana. Après avoir terminé ses études secondaires en Afrique du Sud, il devient enseignant puis travaille comme journaliste au African Echo, dont il deviendra plus tard directeur.

Cofondateur du Botswana Democratic Party, le Président Masire est élu à l'Assemblée nationale en 1965. Il devient vice-président de son pays lors de son accession à l'indépendance, en 1966. Bien que défait aux élections générales de 1969, il siège à l'Assemblée en tant que membre spécial élu (un des quatre membres autorisés par la Constitution).



Après avoir été à la fois vice-président et ministre des Finances, il est élu Président de la République en 1980, à l'issue d'un vote extraordinaire de l'Assemblée nationale à la mort du Président Seretse Khama. Il est réélu lors d'une éclatante victoire de son parti aux cinquantièmes élections générales du Botswana en septembre 1984.

Le Président Masire préside aussi la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), dont le siège est à Gaborone, capitale du Botswana.

FICHE DOCUMENTAIRE DU BOTSWANA

Nom officiel: République du Botswana

Date d'indépendance: 30 septembre 1966

Superficie: 582 000 kilomètres carrés

Population: 1 122 456 habitants (prévisions pour 1986)

Capitale: Gaborone - 94 705 habitants (prévisions pour 1986)

Langue: Anglais (langue officielle) et Setswana

Économie: PNB (1985) - 818 millions \$US
PIB par habitant (1985)
- 920 \$US

Gouvernement: République avec régime parlementaire. Le candidat à la présidence, dont les partisans déclarés forment la majorité des membres directement élus du Parlement, occupe la fonction de président et choisit ses ministres parmi les membres de l'Assemblée nationale.

Monnaie: Le pula

Représentation du Botswana: Le haut-commissaire du Botswana est Son Excellence Serara T. Ketlogetswe. Le haut-commissariat est situé au 4301 Connecticut Ave. NW, Suite 404, Washington, D.C. 20008, États-Unis. N° de tél. : (202) 244-4990

Représentation du Canada: Le haut-commissaire du Canada est M. Roger A. Bull. Le haut-commissariat est situé au 45 Baines Ave., Harare, Zimbabwe. N° de tél. : 79-38-01.

LES RELATIONS CANADA-BOTSWANA

Le Canada a noué des relations bilatérales avec le Botswana en 1966 par l'intermédiaire de son ambassade à Pretoria. Après l'indépendance du Zimbabwe en 1980, la représentation du Canada s'est transportée à Harare. Les inquiétudes que cause au Canada et au Botswana l'apartheid en Afrique du Sud, et l'intérêt qu'ils portent à l'indépendance de la Namibie, à l'adhésion au Commonwealth et aux programmes d'aide au développement sont au centre de leurs relations. Le ministre des Affaires étrangères du Botswana, le D^r Chiepe, nous a fait savoir que son pays se félicite de la politique canadienne envers l'Afrique du Sud, qu'il voit d'ailleurs comme une méthode pondérée et ingénieuse pour faire échec à l'apartheid.

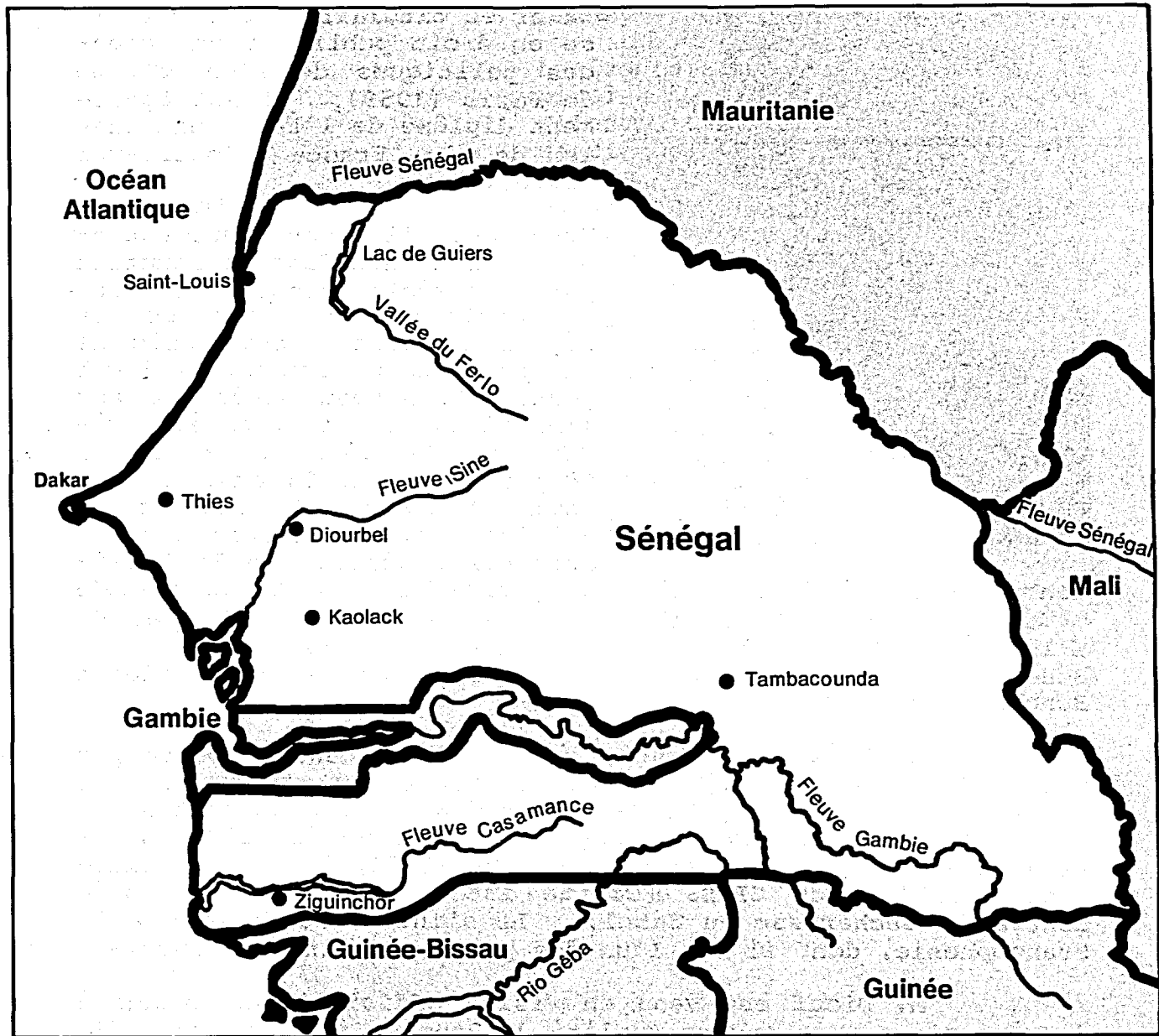
L'aide canadienne au développement du Botswana devrait atteindre 25 millions \$ au cours des cinq prochaines années. Elle est axée sur l'assistance technique dans plusieurs secteurs clés: transports, industrie minière, enseignement, infrastructure sociale et ressources en eau. En exécution des engagements qu'il a pris envers la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), dont le siège est à Gaborone, le Canada participe au financement de la construction d'une ligne de transport d'énergie qui reliera le nord du Botswana au réseau électrique de la Zambie. L'ACDI a par ailleurs approuvé un projet régional de jonction des télécommunications qui permettra aux pays de la SADCC de ne plus devoir passer par Le Cap. L'aide du Canada au Botswana comprend également des programmes spéciaux et des projets d'aide alimentaire.

Les relations commerciales entre nos deux pays ne sont guère importantes, et il n'est d'ailleurs pas aisé de les détailler du fait de l'adhésion du Botswana à la South African Customs Union. Toutefois, les exportations canadiennes de biens et de services au Botswana sont évaluées à 5 millions \$ par an, ce qui comprend du matériel de levé géologique et des produits pharmaceutiques. Des entreprises canadiennes ont fait des soumissions pour obtenir des contrats dans divers secteurs (aéronefs, niveleuses, conduites d'eau et matériel de télécommunications). Le Botswana est l'un des rares pays de l'Afrique australe pour lequel il est possible de faire financer les exportations (SEE). Les possibilités d'exportation offertes aux entreprises canadiennes sont essentiellement concentrées dans le secteur agricole et dans des projets d'infrastructure faisant l'objet d'un financement multilatéral.

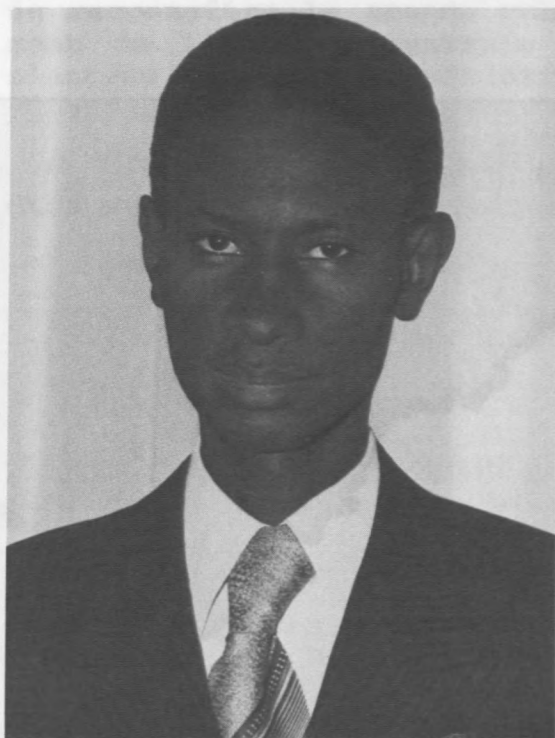
Au cours des dernières années, les relations bilatérales se sont renforcées grâce à de nombreuses visites de haut niveau, notamment celle de M. Colin Blackbeard, ministre des Travaux et des Communications du Botswana, et de son secrétaire permanent Moses Lekaukau en juillet 1985. En novembre 1986, le vice-président et ministre des Finances, M. Peter Mmusi, a dirigé une délégation de la SADCC venue à Ottawa

engager des discussions annuelles en vue de la préparation de la Conférence consultative annuelle de la SADCC qui doit avoir lieu à Gaborone en février. La participation d'un représentant gouvernemental de ce niveau aux discussions est une façon de reconnaître la grande contribution du Canada au développement de l'Afrique australe par le biais de la SADCC. On s'attend à voir un ministre fédéral diriger la délégation canadienne aux réunions de Gaborone le mois prochain.

On compte aujourd'hui 79 ressortissants du Botswana dans des établissements canadiens d'enseignement supérieur.



LE PRÉSIDENT ABDOU DIOUF
DU SÉNÉGAL



Le Président Diouf est né en 1935 au Sénégal. Il est diplômé en droit de l'Université de Dakar et titulaire d'une maîtrise en droit public et en sciences politiques de l'Université de Paris (1959). Il est également diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer (1960).

Très doué, il a connu une ascension fulgurante dans la fonction publique sénégalaise. À 25 ans, il devient Gouverneur de la région du Sine-Saloum, puis il occupe successivement divers postes de niveau supérieur aux ministères des Affaires étrangères, de la Défense et de la Coopération. À 28 ans, il est nommé Directeur de Cabinet du Président et il devient ensuite Secrétaire général de la Prési-

dence, poste qui en fait le plus haut fonctionnaire de l'État. En mars 1968, il est nommé Ministre du Plan et de l'Industrie. En 1979, il est nommé Premier ministre du Sénégal, et le 1^{er} janvier 1981, il succède au Président Senghor.

Le Président Diouf a été confirmé dans ce poste par une importante majorité de l'électorat sénégalais en février 1983. Il jouit du respect des chefs d'État du continent africain notamment pour avoir occupé la Présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1985-1986; il est actuellement Président du CILSS (Comité inter-États pour la lutte contre la sécheresse au Sahel). Il s'intéresse de près à la Francophonie, dont il est l'un des principaux intervenants.

M. Diouf est venu en visite officielle au Canada à deux reprises, d'abord en qualité de Premier ministre en 1971, puis à titre de Président de la République en 1983. En 1981, l'ex-Premier ministre Trudeau lui a brièvement rendu visite quelques jours après son accession à la Présidence du Sénégal. Le Premier ministre Mulroney l'a aussi rencontré à Paris en février 1986, à l'occasion du premier Sommet francophone.

FICHE DOCUMENTAIRE DU SÉNÉGAL

Superficie: 197 000 kilomètres carrés

Population: 6,6 millions d'habitants (1985)

Capitale: DAKAR - (pop. 1,5 million)

Langue: Le français (langue officielle) et plusieurs langues nationales: Wolof, Serère, Diola, Poular, Mandingue, Soninke

Religion: Musulmans 86%, catholiques 10%, autres 4%

Économie: PNB - 2,47 milliards \$US
PNB par habitant - 380 \$US

Gouvernement: Assemblée nationale élue pour 5 ans; présence de 16 partis politiques et centralisation du pouvoir exécutif autour d'un président.

Monnaie: Le franc CFA

Représentation du Sénégal: L'ambassadeur du Sénégal au Canada est Son Excellence Abdel Kader Fall. L'ambassade est située au 57, avenue Marlborough, Ottawa (Ontario) K1N 8E8; téléphone (613) 238-6392

Représentation du Canada: L'ambassadeur du Canada au Sénégal est M. Serge April. L'ambassade est située au 45, boulevard de la République, Dakar; téléphone: 21-02-90

LES RELATIONS CANADA-SÉNÉGAL

Le Canada entretient de très bonnes relations avec le Sénégal depuis son indépendance en 1960. Ces relations reposent principalement sur la coopération et les questions relatives à la Francophonie, mais elles ont tendance à se diversifier et à englober diverses questions internationales, notamment celles reliées au dialogue Nord-Sud. Le Sénégal défend généralement des positions modérées dans les fora internationaux, de sorte que les délégations des deux pays maintiennent naturellement des contacts très étroits en vue de concerter leurs actions dans le cadre des conférences internationales. Par ailleurs, le Canada jouit d'une excellente réputation au Sénégal, en raison du caractère démocratique de ses institutions, de son absence de passé colonial et de la qualité de son aide au développement.

Pour sa part, le Sénégal demeure l'un des pays africains les mieux connus et appréciés des Canadiens, se distinguant par sa stabilité sociale et politique, son respect des droits de la personne et ses traditions de multipartisme. Les relations bilatérales entre les deux pays ont été renforcées par de nombreuses visites de haut niveau de part et d'autre, dont celles de l'ex-Premier ministre Pierre Elliott Trudeau (1981), de l'ex-Président Léopold Sédar Senghor (1966, 1968, 1971, 1976, 1978) et du Président Abdou Diouf (1983). Les liens entre les deux pays se sont beaucoup resserrés ces dernières années, comme en témoignent principalement les contacts établis aux plus hauts niveaux, mais aussi la fréquence des visites ministérielles, la croissance de nos échanges dans le domaine de la coopération et l'expression d'une communauté de vues sur plusieurs questions internationales, notamment celles touchant l'Afrique.

En 1986 seulement, par exemple, plusieurs ministres sénégalais ont effectué des visites au Canada soit ceux du Développement rural, de la Justice, de l'Éducation, du Commerce et de l'Équipement ainsi que le Président de l'Assemblée nationale. L'ex-ministre des Relations extérieures, Mme Monique Vézina, a participé en janvier 1986 à la troisième session de la Commission bilatérale à Dakar; elle a aussi rencontré le Président Abdou Diouf à la session spéciale des Nations Unies sur l'Afrique, tenue à New-York en mai dernier. Une commission parlementaire a également visité le Sénégal en décembre 1986. Ces échanges de haut niveau sont renforcés par la présence au Canada d'une communauté sénégalaise de quelque 250 personnes, dont environ 150 étudiants qui, pour la plupart, sont inscrits à des universités du Québec. Au Sénégal, la communauté canadienne compte près de 400 membres, dont beaucoup sont des coopérants.

Le Sénégal demeure l'un des pays où le Canada concentre son aide au développement et il est donc admissible à toutes les formes de transfert de ressources. À ce jour, les décaissements canadiens se sont chiffrés à quelque 180 millions \$ affectés essentiellement aux secteurs de développement jugés prioritaires par le Sénégal, à savoir l'appui à l'auto-suffisance alimentaire, la lutte contre la désertification et le développement des ressources humaines. Signalons aussi qu'en mai 1986 le Canada a accru son aide à l'Afrique en annonçant deux mesures dont le Sénégal pourra bénéficier, à savoir l'institution d'un moratoire sur la dette publique au développement et la réalisation de nouveaux projets dans le cadre du programme Afrique 2000.

Les échanges commerciaux entre les deux pays sont limités, la conjoncture économique forçant le Sénégal à ralentir le rythme de ses importations à caractère proprement commercial. Il existe cependant certaines possibilités intéressantes notamment dans le cadre de projets à financement multilatéral. Par ailleurs, le programme sénégalais de privatisation des entreprises pourrait aussi offrir certaines possibilités d'investissement.

VUE D'ENSEMBLE DU SÉNÉGAL

SITUATION INTÉRIEURE

Depuis son accession à l'indépendance, en août 1960, le Sénégal connaît une stabilité sociale et politique remarquable. Le premier président de cette jeune république, Léopold Sédar Senghor, y a établi un régime présidentiel et démocratique solide. Le Président actuel, Abdou Diouf, lui a succédé en 1981, après son départ; il était alors premier ministre. Il fut confirmé dans son mandat aux élections de février 1983, remportant 85 % des voix face à plusieurs adversaires.

Le gouvernement jouit d'un vaste appui de la population; de plus, l'absence de rivalités tribales et la tradition de neutralité des forces armées, constituent des facteurs additionnels de stabilité pour le régime. La liberté d'association et d'expression existe toujours au Sénégal. Le soulèvement des "séparatistes casamançais" en 1983-1984 a été contrôlé et le 4 avril dernier le Président a gracié quelques détenus arrêtés à l'issue des confrontations. Ce geste fut interprété comme une volonté d'apaisement et de réconciliation avec l'ancienne région de la Casamance. La nouvelle réorganisation territoriale permettra une meilleure répartition des ressources entre les dix régions administratives.

SITUATION ÉCONOMIQUE

Le Sénégal est un pays côtier du Sahel. En 1984, son PNB per capita était de 380 \$US. La même année, sa croissance économique, à 3,8 %, était légèrement supérieure au taux de croissance annuel de sa population (2,8 %). Les principales exportations du Sénégal sont le poisson, les dérivés raffinés du pétrole, le coton et les produits de l'arachide. Ses importations, d'une valeur de 1 milliard \$US en 1983, sont deux fois supérieures à ses exportations et se composent entre autres de pétrole brut, de machinerie et de céréales (du riz principalement). Le financement de ses importations est facilité par la convertibilité de sa monnaie (franc CFA) directement en celle de la France, son principal partenaire commercial. L'agriculture occupe 75 % de ses 6,6 millions d'habitants mais ne représente que 25 % du PIB. Le secteur industriel, quoique plus important que celui des autres pays du Sahel, n'emploie qu'une main-d'oeuvre limitée et représente 25 % du PIB. Les activités industrielles sont le raffinage du pétrole et le traitement du coton. L'industrie des services représente le solde restant du PIB.

La dette extérieure à long terme du Sénégal (1,7 milliard \$US, soit 85 % du PNB annuel) date de la fin des années 70, période où les dépenses gouvernementales sont

demeurées élevées malgré une chute des prix des denrées exportées. En 1984, le service de la dette a absorbé 17 % des recettes d'exportation et on prévoit que ce rapport sera de 19 % en 1990.

Depuis le début des années 1980, le Sénégal a fait de sérieux efforts pour redresser son économie, libéralisant les prix des produits agricoles, augmentant les investissements et réduisant le déficit gouvernemental et la dépendance du pays vis-à-vis des importations de céréales (riz). Un certain nombre de programmes économiques ont été récemment adoptés dans les secteurs agricole et industriel en particulier. Néanmoins, l'investissement brut est faible (17 % du PIB) et dépend largement de l'aide étrangère. La population devrait atteindre 10 millions d'habitants d'ici à l'an 2000 et le taux de croissance de l'économie devrait être supérieur à celui des autres pays du Sahel, le taux de croissance du PNB per capita demeurant positif.

En 1984, l'aide étrangère versée au Sénégal représentait 14 % de son PNB. Depuis 1981, le Club de Paris a rééchelonné cinq fois la dette extérieure du Sénégal, à qui la Banque mondiale a accordé trois prêts à l'ajustement structurel. Le Sénégal maintient des liens étroits avec le Fonds monétaire international, qui lui a consenti six accords de confirmation ainsi qu'un prêt concessionnel en vertu de sa facilité d'ajustement structurel.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le Sénégal est traditionnellement l'un des pays africains les plus actifs et remarquables sur la scène internationale, ce qui lui permet d'y exercer une influence parfois plus déterminante que celle qu'y ont d'autres États plus grands géographiquement ou économiquement et plus peuplés. Ce prestige porte d'abord la marque personnelle de l'ex-Président Léopold Sédar Senghor, ce grand homme d'État et de lettres qui a fait jouer à son pays un rôle clé dans diverses instances comme la Francophonie.

Son successeur, le Président Abdou Diouf, s'emploie énergiquement et fort efficacement à maintenir ce rayonnement du Sénégal sur la scène internationale. Le Sénégal favorise une approche modérée face aux grands enjeux de politique internationale et ne ménage aucun effort pour favoriser un règlement pacifique des conflits qui surgissent ou qui germent en Afrique et ailleurs. Son influence s'est particulièrement fait sentir dans les événements du Tchad et du Sahara occidental ainsi que lors du récent conflit frontalier entre le Mali et Burkina Faso. Le Sénégal maintient son attachement aux valeurs du monde occidental tout en militant en faveur d'un nouvel ordre économique et d'un nouvel ordre culturel qui créerait un climat propice à une amélioration des échanges entre les pays.

Le Sénégal pratique une politique non alignée (n'hésitant pas à exprimer ses préoccupations face aux interventions extérieures visant à déstabiliser le continent africain) et profondément internationaliste, cela tant à l'échelle régionale (Sahel ou l'Afrique en général) qu'à l'échelle mondiale, comme en témoigne le rôle de premier plan qu'il joue aux Nations Unies.

Le succès, en mai dernier, de la session spéciale de l'ONU sur la situation économique de l'Afrique est en grande partie l'oeuvre personnelle du Président Abdou Diouf, qui a plaidé efficacement pour des engagements pluriannuels à soutenir la relance des économies africaines. Le Président Diouf a eu un mandat très actif à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine en 1985-1986, s'intéressant aussi de très près au problème de l'apartheid en Afrique du Sud. Il a aussi, pendant cette période, beaucoup voyagé dans divers pays d'Afrique et du Moyen-Orient ainsi qu'en Europe et en Asie, en plus de recevoir au Sénégal divers hauts dignitaires étrangers.

Le Président Diouf continue de jouer un rôle actif sur la scène multilatérale, assumant depuis janvier 1986 la présidence du CILSS (Comité inter-États pour la lutte contre la sécheresse au Sahel), qui regroupe le Sénégal, le Mali, le Cap-Vert, la Mauritanie, Burkina Faso et le Niger.

Enfin, au niveau des relations bilatérales, la France demeure toujours un partenaire privilégié du Sénégal, notamment sur les plans de la coopération, des investissements, des échanges culturels et du soutien administratif. Le Sénégal entretient également des relations étroites avec les États-Unis et la République fédérale d'Allemagne, pays qui lui fournissent aussi une aide économique et technique appréciable. Les relations avec le Maghreb s'intensifient, soulignant ainsi les affinités du Sénégal, pays largement musulman, avec les pays arabes. La Chine, le Brésil, le Vénézuéla et les pays du Golfe comptent aussi de plus en plus dans les relations extérieures du Sénégal. Par ailleurs, le Sénégal s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec ses voisins immédiats. En 1972, il a créé avec le Mali et la Mauritanie l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) et en 1981, avec la Gambie, la Confédération Sénégalgambie.

LE COMMERCE CANADA-SÉNÉGAL

CADRE JURIDIQUE

Les relations commerciales entre le Canada et le Sénégal sont basées essentiellement sur les règles du GATT, auquel les deux pays adhèrent. Le Canada et le Sénégal s'échangent ainsi le traitement de la nation la plus favorisée. Le Sénégal bénéficie également du système canadien de préférences généralisées. Il n'existe pas d'accord commercial bilatéral entre le Canada et le Sénégal. Les deux pays ont signé un accord de garantie des investissements en janvier 1979.

NIVEAU DES ÉCHANGES

Les échanges commerciaux entre le Canada et le Sénégal sont inférieurs à 20 millions \$ par année et sont constitués essentiellement d'exportations de biens canadiens, dont une bonne partie découle d'interventions dans le cadre du programme de coopération au développement. Les exportations du Sénégal à destination du Canada sont généralement inférieures à 1 million \$.

Les principaux produits canadiens exportés vers le Sénégal au cours des trois dernières années sont: les équipements de transport (4 millions \$), la poudre de lait (2,7 millions \$), le soufre (38,1 millions \$), le blé (6,4 millions \$), la fibre d'amiante (0,6 million \$) et les équipements de forage (9,9 millions \$).

Le Canada exporte aussi des services vers le Sénégal. Au cours des deux dernières années, ces exportations de services ont atteint 12 millions \$ et ont découlé d'activités financées soit par des organismes multilatéraux, en particulier la Banque mondiale, soit par l'Agence canadienne de développement international. Les sociétés canadiennes présentement actives au Sénégal sont relativement peu nombreuses et représentent surtout le secteur des services.

PERSPECTIVES

Le VII^e Plan de développement sénégalais (1985-1989) accorde la priorité à des secteurs qui correspondent généralement à la capacité de production et d'exportation des firmes canadiennes. Notons à cet égard, les secteurs des transports et communications, de l'agriculture, de l'énergie, du développement industriel et de la formation. Les possibilités de financement constituent toutefois un préalable important à la réalisation d'activités dans ces secteurs.

LA COOPÉRATION CANADA-SÉNÉGAL

Le programme de coopération au Sénégal a débuté en 1965, dans le secteur de l'éducation, par le détachement d'enseignants et l'octroi de bourses d'études. À partir de 1973, il s'est orienté vers une assistance technique plus diversifiée et de nature plutôt économique. De 1965 à 1986, le montant total de l'aide publique canadienne au développement du Sénégal a atteint environ 180 millions \$. La majorité des projets réalisés ces dernières années l'ont été dans les secteurs du développement rural, de la pêche, de la forêt, de l'énergie et de l'éducation. Lors de la troisième Commission mixte qui s'est déroulée à Dakar en janvier 1986, les trois objectifs de coopération fixés en 1982 ont été réitérés, à savoir la réduction du déficit alimentaire, la lutte contre la désertification et le développement des ressources humaines.

RÉDUCTION DU DÉFICIT ALIMENTAIRE

Le secteur principal d'intervention est celui de la pêche artisanale (4 projets); l'appui du Canada à ce secteur important de la vie et de l'économie traditionnelles du Sénégal a été réaffirmé, en octobre 1986, lors d'une réunion sectorielle des bailleurs de fonds. Le Canada intervient également (de façon plus modeste) dans le secteur du développement rural, par le biais de projets réalisés par des organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes et sénégalaises. D'autres activités seront planifiées dans ce secteur, en particulier dans la région du fleuve Sénégal. Par ailleurs, le Canada envoie chaque année au Sénégal de l'aide alimentaire pour combler le déficit chronique en céréales. En 1985-1986, le programme d'aide alimentaire a totalisé 4 millions \$. Le Canada a aussi participé tout récemment aux opérations d'urgence visant à contrer les invasions acridiennes dans cette région. On dresse actuellement des plans en vue d'aider à prévenir et minimiser les effets de telles invasions.

LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION

La contribution canadienne dans ce secteur se traduit principalement par trois projets de reboisement et de protection forestière.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Le projet le plus important est de loin celui de l'École polytechnique de Thiès. La phase IV, actuellement en voie de réalisation, est la phase de désengagement et devrait permettre un retrait graduel de l'assistance canadienne dans ce projet. Le premier programme pluriannuel de bourses

prendra fin en avril 1987 et un deuxième programme devrait débiter en septembre 1987. Il sera davantage axé sur la formation technique et non conventionnelle.

Parmi les autres projets bilatéraux, il convient de signaler notre participation à un projet de la Banque mondiale dans le secteur des économies d'énergie et de l'industrie, un projet d'électrification rurale amorcé au début des années 1980 et qui est en voie de réalisation, et deux projets spéciaux, autorisés en 1986, portant sur la fourniture de quatre locomotives et de cent wagons de fabrication canadienne à la Régie des chemins de fer du Sénégal.

Le Sénégal bénéficie également de trois projets régionaux parrainés par l'ACDI:

- Le projet de l'OMVS (Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal). À ce jour, le Canada a contribué à la mise en place du barrage de Manantali par la fourniture d'équipements électro-mécaniques et a financé des études techniques pour la construction de ports et d'escales sur le fleuve.
- Le Projet DEVTELAO (Développement des télécommunications en Afrique de l'Ouest). Dans le cadre de ce projet, le Canada a mis en place un réseau micro-ondes pour les communications.
- Le Projet CESTI. Grâce à l'aide du Canada, un Centre d'études pour les sciences et techniques de l'information a été mis sur pied au Sénégal.

En outre, en matière de coopération industrielle, des contributions s'élevant à 1 million \$ ont permis, depuis 1980, d'appuyer une quinzaine de projets dans divers secteurs industriels. Bien que les efforts déployés n'aient pas produit de résultats véritablement tangibles jusqu'à maintenant, certains dossiers d'importance ont progressé au cours de la dernière année et sont susceptibles d'aboutir à des accords importants sous peu.

Enfin, parallèlement à ces importantes interventions directes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Canada appuie depuis plusieurs années les institutions et organisations bénévoles canadiennes qui oeuvrent au Sénégal. À ce chapitre, le Canada se classe parmi les principaux pays donateurs. Au cours des quatre dernières années, environ 7 millions \$ ont été canalisés par l'entremise de ce programme afin d'appuyer au-delà d'une cinquantaine de projets réalisés par des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres institutions en collaboration avec leurs partenaires du Sénégal.

Il convient de souligner aussi l'active présence au Sénégal d'une autre institution canadienne vouée à l'effort de développement, soit le Centre de recherche pour le développement international (CRDI). Le bureau régional de cet organisme pour l'ensemble de l'Afrique de l'ouest et de l'Afrique centrale se trouve précisément à Dakar. Une cinquantaine de projets d'une valeur totale de plus de 7 millions \$ et concentrés surtout dans le secteur de l'agriculture ont été appuyés à ce jour.

Enfin, parallèlement à ces importantes interventions dirigées de la part de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Canada appuie également plusieurs autres institutions et organisations bénévoles canadiennes qui jouent un rôle important au Sénégal. À ce chapitre, le Canada se classe parmi les principaux donateurs. Au cours des quatre dernières années, environ 7 millions \$ ont été versés à l'appui de divers projets de développement au-delà d'une cinquantaine de projets réalisés par des organisations non gouvernementales (ONG) et de nombreuses autres initiatives. Le Canada a également contribué à la mise en place de plusieurs autres projets de développement, notamment dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Ces contributions ont permis de soutenir des programmes éducatifs, de fournir des services de santé et de promouvoir des activités agricoles. Le Canada continue de soutenir ces efforts de développement au Sénégal.

Enfin, parallèlement à ces importantes interventions dirigées de la part de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Canada appuie également plusieurs autres institutions et organisations bénévoles canadiennes qui jouent un rôle important au Sénégal. À ce chapitre, le Canada se classe parmi les principaux donateurs. Au cours des quatre dernières années, environ 7 millions \$ ont été versés à l'appui de divers projets de développement au-delà d'une cinquantaine de projets réalisés par des organisations non gouvernementales (ONG) et de nombreuses autres initiatives. Le Canada a également contribué à la mise en place de plusieurs autres projets de développement, notamment dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Ces contributions ont permis de soutenir des programmes éducatifs, de fournir des services de santé et de promouvoir des activités agricoles. Le Canada continue de soutenir ces efforts de développement au Sénégal.

LE PRÉSIDENT MOUSSA TRAORÉ
DU MALI

Le Président Traoré est né en 1936 à Kayes, sur la frontière sénégal-malienne. Il a entrepris sa carrière dans l'armée française après avoir fréquenté l'École de formation des officiers de Fréjus. En 1960, il est affecté à l'armée malienne où il sera promu lieutenant en 1964. Le 19 novembre 1968, il dirige un Comité militaire de libération nationale qui évince le régime de Modibo Keita et prend le pouvoir.



Depuis 1969, année où il est devenu général et Président du gouvernement, il a su habilement manoeuvrer pour éviter plusieurs écueils dont des tentatives de coup d'État. Le nouveau régime s'était engagé à la tenue d'élections parlementaires et présidentielles libres. Il visait le démantèlement des structures socialistes du pays, la réorganisation de l'économie et la réconciliation nationale. Une nouvelle constitution fut adoptée en 1974 par voie de référendum. Le rétablissement du gouvernement civil fut toutefois reporté de cinq ans afin de permettre la création d'un nouveau parti, l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), dont le général Traoré est secrétaire général depuis mars 1979. Des élections législatives et présidentielles ont eu lieu en juin 1979, puis en 1985. Lors de ces dernières, le Président Traoré s'est vu confier un mandat de cinq ans par pas moins de 99 % des électeurs.

Le général Traoré a été président de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) en 1977, et est actuellement président de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). En coopération avec le FMI, il cherche en ce moment à inculquer à son pays une politique économique de type plus libéral.

Le Président Traoré est venu au Canada en 1978 à titre de représentant de l'OMVS. Tout comme le Premier ministre Mulroney, le Président Traoré a participé au Sommet francophone de Paris en février 1986.

FICHE DOCUMENTAIRE DU MALI

Superficie:	1 240 150 kilomètres carrés
Population:	7,34 millions d'habitants (1984)
Capitale:	Bamako (695 000 habitants)
Langue:	Français (langue officielle) et plusieurs langues nationales: bambara, dogon, touareg, songhaï, senoufo et arabe
Religion:	Musulmans 65 %, animistes 30 %, chrétiens 5 %
Économie:	PNB (1984) - 1,1 milliard \$US PNB par habitant (1984) - 140 \$US
Gouvernement:	Régime présidentiel à parti unique avec assemblée nationale élue
Monnaie:	Le franc CFA depuis l'entrée du Mali dans l'Union monétaire ouest-africaine en 1984 (1 FF = 50 CFA)
Représentation du Mali:	L'ambassadeur du Mali au Canada est Son Excellence Sadibou Koné. L'ambassade est située au 50, avenue Goulburn, Ottawa, K1N 8C8; téléphone (613) 232-1501
Représentation du Canada:	L'ambassadeur du Canada en Côte-d'Ivoire, M. John P. Bell, est accrédité auprès du Mali. Un bureau d'ambassade est situé à Bamako: B.P. 188, Bamako; téléphone: 22-43-62 ou 22-22-36

LES RELATIONS CANADA-MALI

Le Canada est l'un des principaux partenaires du Mali dans le domaine de la coopération, qui constitue l'essentiel des relations entre nos deux pays. D'abord axé sur l'éducation, le programme d'aide canadien, entrepris en 1968, s'est orienté de plus en plus vers une assistance économique aux secteurs du développement rural, de l'énergie, des transports et du développement des ressources humaines. Depuis 1968, le Mali a bénéficié de contributions canadiennes totalisant 143 millions \$.

Dans le contexte actuel de la lutte contre la désertification au Sahel, le programme bilatéral de coopération au Mali a pour objectif premier l'atteinte d'un meilleur équilibre socio-écologique. Il s'articule autour de trois domaines d'intervention: l'équilibre alimentaire, la protection du couvert végétal et l'équilibre énergétique. Le projet Kaarta, ambitieux programme de développement rural intégré qui vise l'équilibre nutritionnel, coûtera à lui seul environ 25 millions \$.

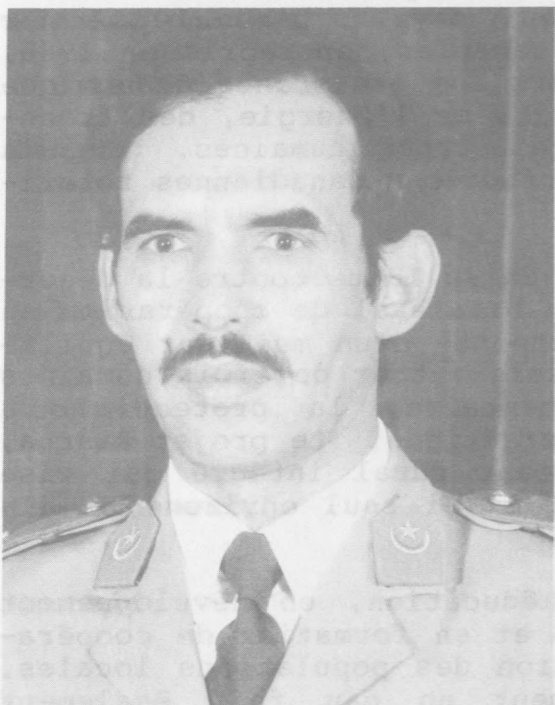
Des projets d'aide en éducation, en développement des ressources humaines, en santé et en formation de coopératives font appel à la participation des populations locales. Le problème de l'approvisionnement en eau fait également l'objet d'une attention particulière. Il convient de signaler aussi l'assistance accordée à la Régie des chemins de fer du Mali pour multiplier les accès à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Au niveau régional, le Canada a participé au financement du barrage de Manantali et aux études de faisabilité des aménagements du fleuve Sénégal suivant le plan de l'OMVS.

Depuis 1982, l'ACDI a fourni une aide alimentaire totalisant 12 millions \$. Au cours de ces trois années, 15 000 tonnes de maïs et 7 000 tonnes de blé ont été envoyées au Mali pour l'aider à combler son déficit vivrier. En 1986-1987, le Canada aidera le Mali à équilibrer sa balance des paiements grâce à un don de blé d'une valeur de 4 millions \$.

Au plan politique, nos relations avec le Mali sont cordiales. Le Mali est membre de l'Agence de coopération culturelle et technique et dès lors un partenaire au sein de la Francophonie. Des visites ministérielles ont eu lieu dans les deux sens et des consultations bilatérales se tiennent périodiquement.

Les échanges commerciaux canado-maliens sont toutefois presque inexistants. Les exportations canadiennes sont reliées au programme de l'ACDI et aux contrats que quelques sociétés canadiennes réussissent à obtenir dans le cadre de projets d'aide à financement multilatéral.

LE PRÉSIDENT MAAOUYA OULD
SID'AHMED TAYA
DE MAURITANIE



Le Président de la Mauritanie, Son Excellence le colonel Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, est né en 1941 à Atar, à environ 250 milles au nord-est de Nouakchott. Il a fréquenté plusieurs écoles militaires de France. Il a entrepris sa carrière dans les armes en 1960, en Mauritanie, où il a occupé plusieurs postes de commandement, dont ceux de chef d'état-major adjoint de l'Armée nationale et de ministre de la Défense nationale.

Membre du Comité militaire de salut national, le colonel Taya est nommé Premier ministre le 25 avril 1981, poste qu'il occupe pendant près de trois ans. En mars 1984, il est nommé chef

d'état-major de l'Armée nationale. Le 12 décembre 1984, il devient président du Comité militaire de salut national et chef de l'État.

En accédant au pouvoir, le Président Taya avait pour priorités d'assainir l'économie de la Mauritanie, de réduire la corruption et de restaurer les libertés civiles en commençant par amnistier tous les prisonniers politiques de l'ancien régime. Il a aussi pris des mesures pour assurer une distribution plus équitable et plus efficace de l'aide alimentaire d'urgence.

Le Président Taya est marié et père de deux enfants.

FICHE DOCUMENTAIRE DE LA MAURITANIE

Superficie: 1 030 700 kilomètres carrés

Population: 1,90 million d'habitants (estimation du FMI datant du milieu de 1984)

Capitale: Nouakchott (450 000 - 500 000 habitants)

Langues: Arabe, français, peul, soninké, ouolof

Religion: Islamique

Économie: PNB (1985) 712,5 millions \$US
PNB par habitant (1985) 375 \$US

Gouvernement: Régime présidentiel fort appuyé par le Comité militaire de salut national (CMSN)

Monnaie: Ouguiya (UM)

Représentation de la Mauritanie: L'ambassadeur de la Mauritanie au Canada est Son Excellence Mohamed Mahjoub Ould Boye. Il est affecté à la mission permanente de la République islamique de Mauritanie auprès des Nations Unies, 600 Third Avenue, 37th floor, New York 10016. Téléphone (212) 737-7780

Représentation du Canada: L'ambassadeur du Canada en Mauritanie est Son Excellence Serge April. Il est affecté à l'ambassade du Canada au Sénégal, 45, avenue de la République, Dakar, Sénégal. Téléphone: 22-05-12.

LES RELATIONS CANADA-MAURITANIE

Les relations entre le Canada et la Mauritanie ne sont pas très poussées, mais elles sont généralement bonnes et cordiales. L'ex-président de la Mauritanie, M. Ould Daddah, est venu au Canada en mai 1977. Le Canada a fourni de l'aide alimentaire à la Mauritanie et, dans le cadre d'un programme de bourses, un certain nombre d'étudiants mauritaniens sont venus au Canada recevoir une formation. Tous deux signataires du GATT, le Canada et la Mauritanie s'accordent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée. Bien qu'il n'existe aucun accord commercial bilatéral entre les deux nations, la Mauritanie est susceptible de bénéficier du Système généralisé de préférences tarifaires du Canada.

Les contacts entre la Mauritanie et le Canada se sont approfondis grâce à des actions bilatérales directes, comme des visites de représentants officiels, et aux échanges qu'ont eus les deux pays au sein d'instances multilatérales comme la Banque africaine de développement, le Sommet de la Francophonie et l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal.

Bien que la Mauritanie ne fasse pas directement l'objet d'un programme d'aide bilatérale, elle a quand même bénéficié d'aide canadienne acheminée de différentes manières, y compris par le truchement d'institutions multilatérales. Jusqu'à récemment, le Canada lui accordait une aide alimentaire et aidait à financer un projet économique géré par le Centre de recherche en développement économique de l'Université de Montréal. Un programme de bourses financé par l'ACDI a permis à un certain nombre d'étudiants mauritaniens d'étudier l'ingénierie et la gestion dans des universités canadiennes. Dans le cadre de sa contribution de 2 millions \$ à l'UNICEF pour le financement des programmes d'urgence et de relèvement des pays africains, le Canada a accordé à la Mauritanie, en décembre 1986, une subvention spéciale de 500 000 \$ s'inscrivant dans le programme Afrique 2000 de l'ACDI.

Les échanges commerciaux entre le Canada et la Mauritanie sont demeurés modestes en raison de la situation économique difficile de ce pays. La balance des échanges commerciaux du Canada avec la Mauritanie est excédentaire. Le Canada exporte surtout du blé et d'autres produits alimentaires achetés grâce à des fonds de l'ACDI. Certaines entreprises canadiennes ont exploré des possibilités commerciales en Mauritanie, mais celles-ci continueront de dépendre directement de la situation de ce pays et de ses besoins économiques immédiats.

LISTE DES PAYS REPRÉSENTÉS AU SOMMET FRANCOPHONE
DE PARIS, 17-19 FEVRIER 1986

Belgique	Bénin	Burkina Faso
Burundi	Canada	Canada - Nouveau- Brunswick*
Canada-Québec*	Comores	Congo
Côte-d'Ivoire	Djibouti	Dominique
Égypte	France	Gabon
Guinée	Guinée-Bissau	Haïti
Île Maurice	Laos	Liban
Luxembourg	Madagascar	Mali
Maroc	Mauritanie	Monaco
Niger	République Centrafricaine	
Rwanda	Sainte-Lucie	Sénégal
Seychelles	Suisse	Tchad
Togo	Tunisie	Vanuatu
Vietnam	Zaïre	

* Gouvernement participant

LISTE DES PAYS MEMBRES DU COMMONWEALTH

Antigua-et-Barbude	Australie	Bahamas
Bangladesh	Barbade	Belize
Botswana	Brunei	Canada
Chypre	Dominique	Fidji
Gambie	Ghana	Grande-Bretagne
Grenade	Guyane	Île Maurice
Îles Salomon	Inde	Jamaïque
Kenya	Kiribati	Lesotho
Malaisie	Malawi	Maldives
Malte	Nauru	Nigeria
Nouvelle-Zélande	Ouganda	Papouasie - Nouvelle-Guinée
Saint-Christophe-et-Nevis		Sainte-Lucie
Samoa occidentales	Seychelles	Sierra Leone
Singapour	Sri Lanka	Saint-Vincent
Swaziland	Tanzanie	Tonga
Trinité-et-Tobago	Tuvalu	Vanuatu
Zambie	Zimbabwe	

NOTES

doc
CA1
EA511
87P65
EXF

.b2184059 (E)

.b2184060 (F)

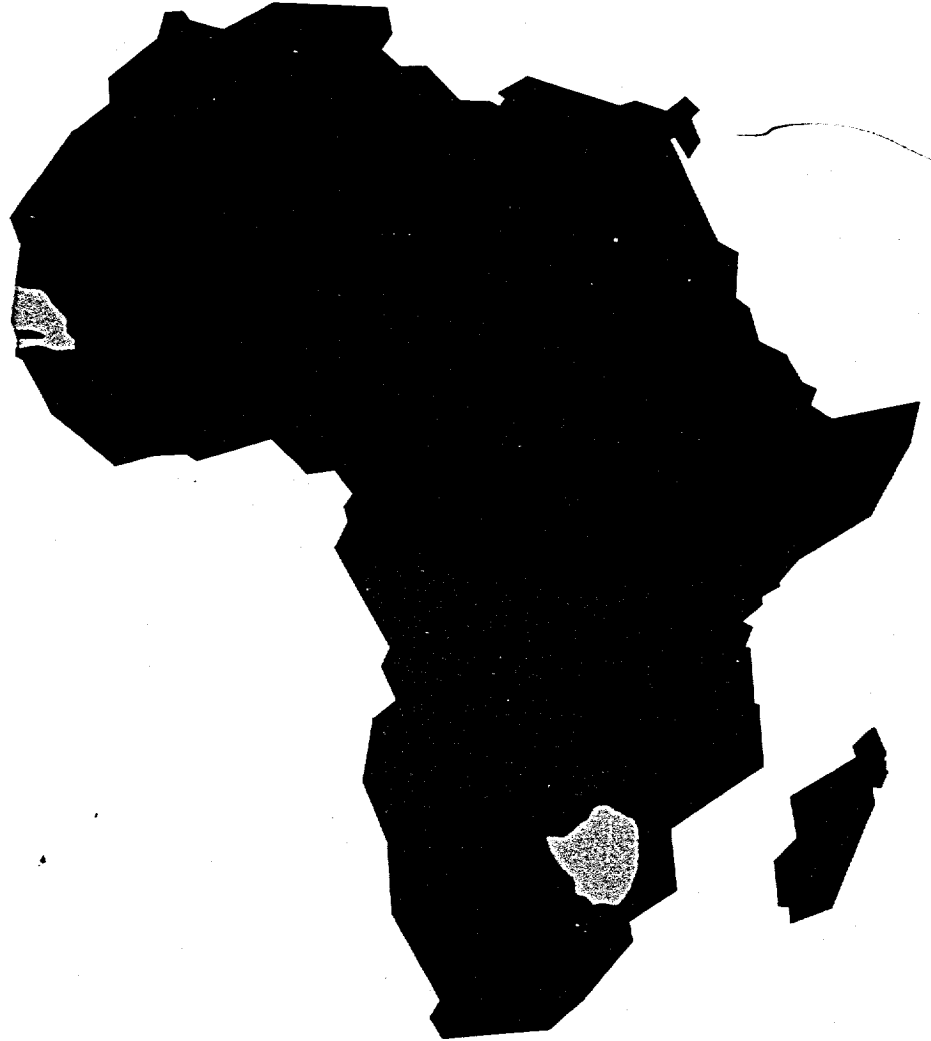
Minister

Mulroney's

Visit to

Africa

January 27-February 2, 1987





External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

**Prime Minister
Brian Mulroney's
Visit to
Africa**

January 27-February 2, 1987

NON - CIRCULATING /
CONSULTER SUR PLACE



CANADA

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

NOV 10 1992

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

43-249-294 / 43-249-295

TABLE OF CONTENTS

	PAGES
<u>PRIME MINISTER BRIAN MULRONEY</u>	3
<u>CANADA AND AFRICA</u>	
CRISIS IN SOUTHERN AFRICA	5
ECONOMIC SITUATION IN AFRICA	11
COMMONWEALTH AND "LA FRANCOPHONIE"	14
<u>VISIT TO ZIMBABWE</u>	
MAP OF ZIMBABWE	17
PRESIDENT BANANA	18
PRIME MINISTER MUGABE	20
ZIMBABWE FACT SHEET	22
CANADA-ZIMBABWE RELATIONS	23
ZIMBABWE OVERVIEW	24
CANADA-ZIMBABWE TRADE	27
CANADA-ZIMBABWE COOPERATION	28
 <u>ZAMBIA</u>	
PRESIDENT KAUNDA	30
ZAMBIA FACT SHEET	31
CANADA-ZAMBIA RELATIONS	32
 <u>BOTSWANA</u>	
PRESIDENT MASIRE	33
BOTSWANA FACT SHEET	34
CANADA-BOTSWANA RELATIONS	35
 <u>VISIT TO SENEGAL</u>	
MAP OF SENEGAL	37
PRESIDENT ABDOU DIOUF	38
SENEGAL FACT SHEET	39
CANADA-SENEGAL RELATIONS	40
SENEGAL OVERVIEW	42
CANADA-SENEGAL TRADE	45
CANADA-SENEGAL COOPERATION	46

	PAGES
MALI	
PRESIDENT MOUSSA TRAORE	49
MALI FACT SHEET	50
CANADA-MALI RELATIONS	51

MAURITANIA	
PRESIDENT MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA	52
MAURITANIA FACT SHEET	53
CANADA-MAURITANIA RELATIONS	54

ANNEX

LIST OF COUNTRIES REPRESENTED AT THE FRANCOPHONE SUMMIT, PARIS, FEBRUARY 17-19, 1986	55
LIST OF COUNTRIES THAT ARE MEMBERS OF THE COMMONWEALTH	55

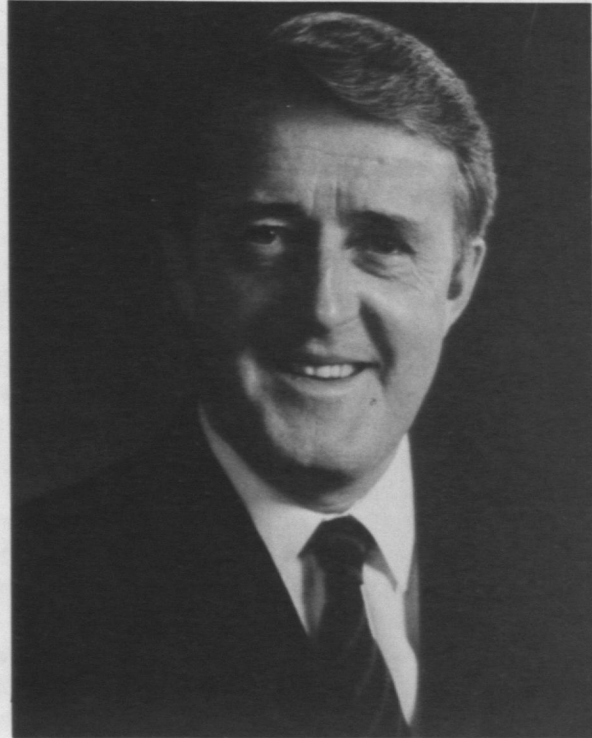
PRIME MINISTER
BRIAN MULRONEY

Born on March 20, 1939 in Baie Comeau, Québec, Mr. Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

He holds a B.A. (Honours) in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia and a Bachelor of Laws degree from l'Université Laval in Quebec City.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada.

He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.



He won the riding of Manicouagan, Quebec in the General Election of 1984 and led his Party to the largest majority in Canadian Parliamentary history.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May, 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada.

Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

He has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children.

CANADA AND AFRICA

Canadians have a long history of involvement and interest in Africa. From the late nineteenth century on, hundreds of Canadians worked in Africa as missionaries, as teachers and physicians, in all regions of Africa. This involvement was largely a product of private endeavours, financed directly by the contributions of individual Canadians.

The forces of change which brought most Sub-Saharan states to independence in the late 1950's and early 1960's also greatly broadened the field of action upon which Canada could pursue its objectives in Africa. The development of government to government relations was encouraged, with the first post-independence diplomatic missions opened in Accra (1957), Lagos (1960), Yaounde (1962) and Dakar (1966).

More recently, two series of events have once again focussed the attention of Canadians on Africa: the increasingly tense situation in Southern Africa and the famine in several parts of Africa. Canadians continued to show keen interest in the affairs of the continent and the Canadian government pursued its efforts to help Africa overcome major problems. In so doing, Canada took advantage of its traditional ties with Anglophone and Francophone countries through such institutions as the Commonwealth and "La Francophonie".

The visit of Prime Minister Mulroney to Africa should therefore be considered in the light of the following particularly important concerns in Canada's current relations with Africa:

- the crisis in Southern Africa;
- the difficult economic situation in Africa; and
- the preparation of both the Commonwealth and "La Francophonie" Summits to be held in Canada in 1987.

CRISIS IN SOUTHERN AFRICA

The deterioration of the internal situation in South Africa, and the general increase of tension in the entire region of Southern Africa have been, over the past two years, subjects of constant scrutiny and debate in the media, governments and non-governmental organizations throughout the world.

Daily reports from South Africa have informed us of the escalating struggle against the system of apartheid and the repression exercised by the authorities against this opposition. The Government of South Africa imposed emergency measures. These were briefly lifted and then in June 1986, reinstated in a harsher form. The South African government has also imposed a clamp-down on both local and international media reporting on the deteriorating situation.

Despite these draconian steps, over 300 violently-caused deaths have occurred in South Africa since June 1986 and an estimated 20,000 Blacks have been detained, some of them children.

Relations between South Africa and its neighbouring countries have also deteriorated and reached an unprecedented level of tension. South Africa has conducted military raids against Botswana, Zambia and Zimbabwe in May 1986. It has also applied economic pressures, slowing down the movement of merchandise across its borders.

Canada does not wish to remain passive in the face of the denial of basic human rights to the great majority of South Africans. We have taken several measures to manifest clearly our opposition to apartheid and to encourage peaceful change in South Africa. A step-by-step approach has been adopted in applying pressure on the South African government. Not itself a major economic partner of South Africa, Canada has recognized a need to work with other countries to encourage the adoption of meaningful measures. Canada condemned the use of repression, and called upon the Government of South Africa to enter into an equal partnership with all South Africans.

Sanctions in themselves are neither desirable nor necessarily effective; they are, however, the only instrument available for impressing upon the authorities South Africa the Canadian Government's view of the urgent need to achieve real progress in removing obstacles to basic human rights for the majority of South Africans. Canada's approach is one of steady and increasing pressure, in conjunction with the widest possible consensus that could be achieved internationally.

Measures adopted by Canada in support of peaceful change in South Africa have been both negative, i.e., in the nature of economic or other types of sanctions, and positive, i.e., in support of the oppressed majority in South Africa, or in support of South Africa's neighbours who are suffering indirectly from the internal situation in South Africa.

Sanctions Against South Africa

In 1985, before the General Assembly of the United Nations, Prime Minister Mulroney stated Canada's intention to employ selective sanctions in concert with other countries.

The Heads of State and Government of Commonwealth countries met in Nassau in October 1985. The discussions focussed on measures that could be adopted to encourage peaceful change in South Africa. The resulting Commonwealth Accord on Southern Africa contained nine measures, all agreed to by Canada and most already adopted by Canada as government policy. It also suggested further measures that might be taken if South Africa had not demonstrated progress to end apartheid within six months.

The Nassau Summit established the Eminent Persons Group whose mandate was to explore the possibility of a dialogue across lines of colour, politics and religion, with a view to establishing a non-racial and representative government in South Africa. The Group consisted of seven members with extremely varied backgrounds from seven very different Commonwealth countries; it included Archbishop Ted Scott of Canada.

The Group presented a discouraging report. Its members concluded that the authorities in Pretoria had not made "adequate, concrete progress" to end the apartheid system. The Group carried out its deliberations against a background of increasing unrest and violence within South Africa and finished its work as the South African Government was carrying out attacks against three sovereign neighbouring states (Botswana, Zambia and Zimbabwe). The Group came, somewhat reluctantly, to the conclusion that further measures to encourage change in South Africa were necessary; the alternative, in their view, was "to stand by and allow the cycle of violence to spiral".

In accordance with the Commonwealth Accord agreed to in Nassau, the President of Zambia and the Prime Ministers of Australia, The Bahamas, Canada, India, the United Kingdom and Zimbabwe reviewed the report of the Eminent Persons Group during the London Summit of August 1986. The conclusions of the Group were generally accepted. Six of the seven governments represented decided jointly to implement an agreed series of measures and to commend those measures to the entire Commonwealth as well as to the wider international community. The British Government agreed to implement two of the measures on its own and a third in conjunction with its partners in the European Community.

Canada has implemented all of the measures adopted during the Nassau and London Summits and has taken other steps unilaterally in 1985 and 1986 to manifest its opposition to apartheid. The following are examples of actions taken by Canada.

- The voluntary "Code of Conduct" concerning the Employment Practices of Canadian Companies Operating in South Africa was strengthened.
- The administration of the United Nations arms embargo was tightened to end the exports of sensitive equipment such as computers to the Government of South Africa and its agencies.
- A voluntary ban on the sale of Krugerrands and other South African gold coins was introduced.
- The imports of South African agricultural products has been prohibited in Canada, as of October 1, 1986.
- A ban on the import of uranium, coal, iron and steel was put into force.
- At the request of the Secretary of State for External Affairs the Minister of Transport has asked the Canadian Transport Commission (CTC) not to approve any charter flights to South Africa by Canadian airlines. In addition, the South African Airways offices in Canada were closed on November 1, 1986.
- Any form of government assistance to investment and trade was curtailed. Canada has not maintained trade commissioners in South Africa for the past decade. Financing, insurance and other forms of export assistance are no longer available to Canadian firms doing business in South Africa.
- Canadian government procurement of goods and services in South Africa was discouraged and the government's policy has been affirmed in a Treasury Board directive to all departments and agencies of the government.
- A voluntary ban on the promotion of tourism was announced by the Secretary of State for External Affairs on June 12. The Toronto office of the South African Tourism Board has been closed, effective November 1, 1986, at the Minister's request.

- A voluntary ban on new bank loans is in force.
- Some consular facilities have been withdrawn in South Africa. Regulations have been amended to prevent applicants in South Africa (including students and temporary workers) from obtaining visas to visit Canada from the Embassy in Pretoria. South Africans wishing to emigrate to Canada and Canadians visiting South Africa will still have the normal range of services available to them.

These measures are in no way intended to be a permanent feature of our relationship with South Africa, which we hope will one day return to normal. Barriers to trade and other exchanges are not a course that the government has decided upon lightly. Once the authorities in Pretoria have shown genuine evidence of progress in this respect, the whole question of sanctions will be reviewed.

Aid to Blacks in South Africa

In addition to measures that could be considered as sanctions, Canada has taken positive steps to help directly the victims of apartheid within South Africa as well as neighbouring states.

Canada does not have any bilateral development assistance program with the government of South Africa, but assistance to Blacks in South Africa has been effected through both Canadian and South African voluntary, labour and educational organizations. In 1985, for example, CIDA announced a \$7 million program to meet the educational needs of South African Blacks. It includes 75 scholarships for study in South Africa, teacher upgrading, adult literacy, educational planning and labour education. Actions taken by Canada in this field include the following:

- Humanitarian assistance to families of apartheid victims covers expenses such as food, clothing, shelter and school fees. This assistance is administered through non-governmental organizations.
- Training assistance to South African Trade Unions is provided with the co-operation of the Canadian Labour Congress (CLC).
- Income-generating cooperative enterprises are promoted through the Coady International Institute.

- University scholarship programs for black students have been administered by the World University Service of Canada.
- Various community development projects for non-whites are implemented directly through the Canadian Embassy in South Africa.

SADCC

The Southern African Development Coordination Conference (SADCC) is a regional organization of the nine black states of Southern Africa (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzania, Zambia and Zimbabwe). Established in 1980, SADCC is committed to reducing economic dependence on South Africa and accelerating economic and social development through increased regional integration and collective self-reliance. The major priorities of SADCC include expanding agricultural and industrial output, reorienting existing productive facilities and rehabilitating basic infrastructures, particularly railway lines and other transport infrastructures that would permit the movements of goods and people to and from the sea without transit in South Africa.

SADCC is the first regional organization to receive the same priority status in CIDA's programs as individual countries of concentration. This is in addition to the bilateral assistance which individual members of SADCC receive directly in varying amounts. The emphasis on the regional nature of the program is, however, a reflection of the importance the nine SADCC member countries attach to their joint actions in resolving their problems.

CIDA's program focusses on four sectors: food and agriculture, transport and communications, energy and human resources development. Since 1984, 18 projects (amounting to about \$90 million) have been approved. These include commitments of \$44.9 million for the rehabilitation of the Nacala Railway line linking Malawi with the seaport of Nacala in Mozambique. The projects range from technical assistance and feasibility studies to capital investments in the energy, transport and communication sectors. Disbursements in 1985-86 amounted to \$9.11 million.

ECONOMIC SITUATION IN AFRICA

Canadians reacted with remarkable generosity and solidarity during the African famine of 1984-85. More than \$60 million worth of donations were collected by private organizations and sent to Africa during the height of the famine. The Canadian government, for its part, provided approximately \$172.8 million in emergency food aid during 1984-85 (an increase of two-thirds over the previous year). As a special measure, the Canadian Government provided an additional \$65 million which were made available to non-governmental organizations (NGOs) to match their own donations and encourage their dedication in working for some of the most desperately needy populations of the world.

While the famine was caused in large measure by drought, the unfavourable climatic conditions brought into sharper focus a more fundamental fragility in the economies of the affected African countries and their incapacity to face the catastrophe without assistance.

After substantial growth ending in the mid 1970's, the economic situation of Sub-Saharan Africa has worsened, revealing grave structural weaknesses. While overall production between 1965 and 1983 expanded from US \$70 billion to about US \$150 billion, the region's population increased from 245 million to 400 million. The result has been that the average African is now poorer than in 1970. Since 1980, there has been a drop of 16% in average per capita GNP. In terms of human welfare and economic development, per capita food production declined between 1965 and 1983 by a dramatic 22%.

In 1984, the value of exports from the region was 25% lower than in 1980, a reflection of the lowest commodity prices since World War II and slow economic growth in Europe, Africa's main trade partner. Although Sub-Saharan Africa's medium and long term external debt is not as large as that of other regions, it has produced large annual debt service requirements. These consumed 15% of the region's 1984 export earnings, a percentage that is expected to grow to 30% by 1991. This trend is of major concern given its implications for the reduced amounts these countries will in future be able to devote to imports and otherwise invest in their own economic growth.

UN Special Session on Africa

President Diouf of Senegal, while President of the Organization of African Unity (OAU), was instrumental in convincing the international community to hold a Special Session of the United Nations on the critical situation in Africa. The Special Session was held in New York city on May 27-31, 1986. African governments committed themselves to pursue major economic and institutional reforms, and donor governments agreed to make every effort to provide sufficient resources to support and supplement the African development effort. The UN is charged with monitoring and facilitating the process.

At the Special Session, Canada provided strong support for the recovery and development of Africa and announced new measures designed to help face the challenge of the situation.

- An initiative called Africa 2000 was announced to increase Canadian participation in some 2000 new projects at the grassroots level. A special five-year \$150 million recovery fund was established for that purpose.
- Canada instituted a moratorium on the repayment of official development assistance (ODA) loans for an initial period of five years and indicated its willingness to extend this measure in five-year segments until the year 2000. (The value of the repayments on this type of debt due to Canada is estimated at approximately \$255 million).
- A decision was also taken shortly before the Special Session that all new development assistance projects would be financed by grants instead of loans.

Canada's Ambassador to the UN, Stephen Lewis, played a prominent role in achieving a consensus at the UN Special Session as President of the Committee that prepared the final document of the Session. Ambassador Lewis has, moreover, been appointed Special Advisor to the UN Secretary General in the effort to focus international attention on Africa's need for increased resource flows and to encourage appropriate policy reforms and adjustments by African countries.

Canadian Development Assistance Programs

These exceptional Canadian measures should not distract attention from a wide variety of ongoing programs being implemented in Africa in 51 different countries. In 1986-87, total Canadian assistance to Africa from the Canadian International Development Agency (CIDA) will amount to about \$900 million or approximately 40% of CIDA's total budget. The latter amount encompasses the entire spectrum of CIDA contributions and programs and thus includes the bilateral programs (\$380 million), food aid (\$135 million), non-governmental organizations (\$90 million) as well as contributions to several multilateral organizations such as those of the World Bank Group (\$107 million) or the African Development Bank (\$72 million). Canada's \$900 million contribution to Africa includes grants to Canadian organizations such as the International Development Research Centre (\$16 million) and the Petro-Canada International Assistance Corporation (\$27 million).

Canada and the Sahel

The Sahel is one of the several regions in Africa where Canadians are implementing development projects. The eight countries of the Sahel (Chad, Niger, Cape Verde, Mali, Burkina Faso, Senegal, Mauritania and the Gambia) share a common heritage of subsistence agriculture, essentially land-locked economies (except for Senegal and Cape Verde) and a fragile ecology marked by low and declining rainfall. These countries are among the poorest in the world, and their collective population of 33 million (growing at 3% per annum) has an average per capita annual income of US \$250. With three quarters of the population dependent on rainfed agriculture and pastoral herding, the impact of the droughts of 1974-75 and 1983-84 was particularly severe.

These countries generally lack both adequate physical infrastructure (Chad has less than 50 miles of paved roads) and trained human resources. Most of their trade must be moved at great expense through other countries. Aid accounts for an average of 16% of the region's GNP, and is approximately equal to the region's merchandise exports. Exports from the region are mainly agricultural and some minerals, but cover only about 60% of imports. For the years 1986-90 annual debt service (after rescheduling) will be above 20% of export receipts.

Most of the Sahel countries are undertaking important institutional and economic policy reforms. Four countries have current IMF standby arrangements and six are using the World Bank's Special African Facility. Most are concentrating their efforts on reducing government deficits and liberalizing domestic economic policies, particularly in agriculture. These reforms are starting to show some results.

Canada is the fourth largest OECD donor to the Sahel. Between 1974 and 1986, CIDA has provided more than \$500 million for the development efforts of Mali, Niger, and Burkina Faso as part of the Sahel regional program. From 1987 to 1992 Canada plans to spend approximately \$300 million for these three countries and an additional \$90 million for Senegal. This financial assistance will be used for a variety of projects: increasing food production and village water supply, developing fishing, halting erosion through reforestation projects, harnessing runoff waters, etc.

OMVS

In addition to the above programs, the three Sahel countries of Mali, Mauritania and Senegal are working together within the Organization for the Development of the Senegal River (OMVS). This project is designed to provide efficient management of the river basin's water resources. In cooperation with 13 other funders, Canada provided \$33 million during the first phase of the project, which saw the construction of two dams, one at Manantali, Mali and the other at Diama, on the border between Senegal and Mauritania. This first phase, which is almost completed, cost \$800 million. The second and far more ambitious phase could involve expenditures of some \$5 billion. Its aim is to develop agriculture through the irrigation of 350,000 hectares, to construct a hydro-electric power plant and a transmission line at Manantali, and to develop the river for navigation. Canada is involved in discussions with the countries concerned and with the other funding bodies to determine what kind of a contribution it can make to the second phase of the project.

COMMONWEALTH AND "LA FRANCOPHONIE"

Canada values its relations with all countries of Africa. Our membership in the Commonwealth and "La Francophonie", however, has played a decisive role in the formulation and implementation of Canadian policy towards Africa. During 1987, Canada will be the host for the Summit

meetings of both "La Francophonie" and the Commonwealth and, on these occasions, many African leaders will visit Canada to represent their countries.

The Francophone Summit

The second Summit of Heads of State and Heads of Government of Countries Using French as a Common Language will meet in Canada on September 2, 3 and 4, 1987. The Summit will take place in Quebec City, the bastion of French life in America.

An organizing committee has been created to coordinate the preparations and events for the Quebec City Summit. The Committee is chaired by the federal government; Quebec and New Brunswick are also involved.

One of the greatest assets possessed by the members of the international Francophone community is their attitude of cooperation. To ensure that the concerns and purposes of each party are considered at the Quebec Summit, an international Committee of "Sherpas," or personal representatives of the Heads of State and Government, has been set up. Mr. Lucien Bouchard, the Canadian Ambassador to France, is Chairman of the Committee in the capacity of personal representative of Prime Minister Mulroney. The purpose of this group is to determine the topics for submission to the Heads of State and Government when they meet in Quebec City.

The Commonwealth Summit

The next Commonwealth Heads of Government Meeting will be held in Vancouver in October, 1987. The Queen, Head of the Commonwealth, will visit Canada to formally open the meeting.

Forty-nine independent countries are members of the Commonwealth. They amount to a quarter of the world's nations and people. The tradition has evolved of holding these Commonwealth gatherings every second year.

The most distinctive characteristic of the Heads of Government Meeting is its informality. Special conventions and procedures have been developed to facilitate this and the meetings are unrivaled as a setting for free discussions among leaders of a large and varied group of countries. The proceedings are held in private without notetakers. At

mid-point the Heads of Government participate in a "retreat" away from the conference table. These traditions enable different viewpoints to be aired frankly and calmly, without the posturing and rigidity which tend to accompany public debate in other international fora.

Following a long series of Prime Ministers' conferences in London, Heads of Government Meetings of the Commonwealth have been held in: Singapore (1971), Ottawa, Canada (1973), Kingston, Jamaica (1975), London, Britain (1977), Lusaka, Zambia (1979), Melbourne, Australia (1981), New Delhi, India (1983), and Nassau, Bahamas (1985).

CONCLUSION

In the past 30 years, Canada's relations with Africa have extended to the full range of bilateral exchanges and consultations at the political, institutional and commercial levels. Each region and indeed each country has its special characteristics.

Notwithstanding the difficult economic circumstances in which several Sub-Saharan African countries have found themselves in recent years, extensive commercial relations have developed with several countries including the Maghreb, Egypt, Cameroun and Nigeria. In 1985, total Canadian exports to the continent were at \$1.4 billion and imports from Africa at \$1.1 billion for a total two-way trade of \$2.5 billion. Canadian companies are more and more involved in mutually beneficial exchanges with Africa and their expertise is being utilised to meet the African countries' needs in goods, services and transfer of technology.

Bilateral visits from African leaders to Canada or by Canadian leaders to Africa are numerous and they provide opportunities to review both bilateral and multilateral issues. In 1986, for example, there were two official visits by African Heads of State, that of President Sassou-Nguesso of Congo, who is also the current Chairman of the Organization of the African Unity (OAU) and that of President Biya of Cameroon. Both visits were particularly successful in reinforcing bilateral relations with these countries as well as with the OAU, the most important continental organization in Africa.

The visit of Prime Minister Mulroney will be another landmark in the ongoing relations between Canada and Africa.



PRESIDENT BANANA
OF ZIMBABWE



President Canaan Sodindo Banana was born at Esiphezinion March 5, 1936. He received his primary education at Mzinyati Mission, and his secondary education at Tegwani High School.

In the 1960's and 1970's he studied in Rhodesia, Japan, the United States and South Africa completing, among other degrees, a Master of Theological Studies.

His career has been varied and wide-ranging. President Banana has served as a Methodist schools manager, Principal at Matjinge Boarding School, visiting chaplain at Tegwani High School and Chairman of the Bulawayo Council of Churches.

He was Chairman of the Southern Africa Content Group at the Urban/Industrial Mission of the All Africa Conference of Churches from 1970 to 1973. Since 1970 he has been a member of the Advisory Committee of the World Council of Churches.

His entry into politics began when he became a founder-member and the first Vice-President of the African National Council, a body established to mobilise African opinion against the Home-Smith Proposals in 1971. The Rhodesian authorities constantly harassed him and, in 1972, they impounded his passport and prohibited him from entering Police stations throughout the country, on the grounds that he would bring undue political influence to bear on members of the force.

President Banana became Chaplain of the American University in Washington, DC, during the years 1973 to 1975. When he returned from America he was arrested by the Rhodesian authorities and sentenced to three months' hard labour for leaving the country without travel documents. In 1976,

he was released, but restricted to his home in Bulawayo. Later that year, he was released to attend the Geneva Conference as a member of Bishop Muzorewa's delegation, but he crossed the floor to join Robert Mugabe's ZANU (PF) team.

In the same year, he was elected Publicity Secretary of the People's Movement Internal Co-ordinating Committee of ZANU (PF). In January 1977, following his return from the Geneva Conference, he was again arrested for his political activities. He was released on November 26, 1979.

The President has travelled widely. He has written four tracts on politics and religion, and has made contributions to several magazines and journals.

President Banana is married. He and his wife have three children.

PRIME MINISTER MUGABE
OF ZIMBABWE



Mr. Robert Gabriel Mugabe was born at Kutama Mission, Zvimba in 1924. He was educated by Canadian Marist brothers at Kutama, and in 1941 qualified as a primary school teacher. During the 1940's and 1950's Mr. Mugabe taught in Zimbabwe, Zambia and Ghana.

Mr. Mugabe entered politics full time in 1960, when he joined the National Executive Committee of the National Democratic Party (NDP) as Secretary for Publicity. When that organization was banned, he became Secretary for Publicity in its successor party, the Zimbabwe African People's Union (ZAPU). Following the split of the

ZAPU leadership and subsequent formation of the Zimbabwe African National Union (ZANU) in August 1963, Mr. Mugabe was elected Secretary-General of the newer organization.

Mr. Mugabe was arrested in 1964 and spent the next ten years in Rhodesian prisons. He holds degrees in English, History, Economics, Law and Administration. Most of these were obtained during the time he was incarcerated.

It was while he was in prison that Prime Minister Mugabe emerged as the leader of ZANU. Upon his release he left Rhodesia to reorganize the Party and reactivate its military wing, the Zimbabwe African National Liberation Army (ZANLA) operating from Mozambique. In 1976 he led ZANU into an alliance with ZAPU in order to co-ordinate the independence struggle.

Mr. Mugabe was elected the country's first Prime Minister in 1980. His first term was a politically contentious period during which he had to face violent opposition in Matabeleland. In Zimbabwe's second general elections held in 1985, Mr. Mugabe was returned to power with an increased majority.

Domestically, Mr. Mugabe is primarily preoccupied with overcoming his country's tribal and racial divisions, and with reducing Zimbabwe's political and economic vulnerability vis-à-vis South Africa. Over the last eighteen months Mr. Mugabe has become more involved in international affairs. This was reflected in his personal role at the Nassau and London Commonwealth Meetings. He recently assumed, for a three year period, the Chairmanship of the Non-Aligned Movement. A tribute to Prime Minister Mugabe's leadership qualities was the success of the NAM summit held in Harare last August under his chairmanship.

Mr. Mugabe is married to the former Sarah Hayfron. Their only son died in 1966.

ZIMBABWE FACT SHEET

Official Name	Republic of Zimbabwe
Independence Date	April 18, 1980
Area	390,308 square kilometres - 40% arable (of which 6% cultivated)
Population	(1986) - 8.4 million
Capital	Harare - population (1982) 656,000
Language	English (official), ChiShona and SiNdebele
Religion	50% syncretic (part Christian, part indigenous beliefs); 25% Christians 24% indigenous beliefs; 1% Moslem.
Economy	GNP (1985) - US\$ 5.095 billion GNP per capita (1984) - US\$ 740
Government	Constitutional republic with elected British-style Parliament. The President is elected by Parliament for a 6-year term renewable a second time and acts mainly on the advice of his Prime Minister. He appoints the Prime Minister, who is Head of Government.
Currency	Zimbabwean dollar
Zimbabwe Representation	The Zimbabwean High Commissioner in Canada is His Excellency Stanislaus G. Chigwedere. The High Commission is located at 112 Kent St., Suite 1315, Place de Ville, Tower B, Ottawa. Tel.: 237-4388
Canadian Representation	The Canadian High Commissioner to Zimbabwe is Mr. Roger Bull. The High Commission is located at 45 Baines Ave., Harare Tel.: 79-38-01

CANADA-ZIMBABWE RELATIONS

Canada established relations with Zimbabwe when it gained independence in 1980. Over the last six years the two governments have developed close ties. The relationship also involves their respective nationals - some eight hundred Canadians live and work in Zimbabwe, while forty-nine Zimbabweans currently study in Canada. Canadian missionaries have long been active in the country and two of Prime Minister Mugabe's sisters have been associated with Canadian universities, (Mount St. Vincent and St. Francis Xavier).

Prime Minister Mulroney visited Canada in September 1983 and since then there have been Canadian visits to Zimbabwe by Senator Duff Roblin in February 1985 and 1986, then Secretary of State, Walter MacLean in July 1985 and Madame Monique Landry, Minister for External Relations in October, 1986.

Prime Minister Mulroney and Prime Minister Mugabe worked closely together at both the Nassau and London Commonwealth Summit Meetings in the formulation and acceptance of economic measures to be applied against South Africa.

Canada's development assistance program to Zimbabwe dates back to a \$50 million pledge made at the 1981 Conference on Reconstruction and Development (ZIMCORD). Annual disbursements of bilateral aid to Zimbabwe in 1985/86 reached \$15 million. Canada's major projects in Zimbabwe have included a development line of credit (DLOC) to provide capital goods needed in the rural sector, aerial and aeromagnetic surveys of the country, a private-sector DLOC of \$15 million for spare parts and raw materials and a technical vocational education project. Ten Canadian non-government organizations, including the World University Service of Canada (WUSC), CUSO and the YMCA/YWCA have received CIDA support for their work in Zimbabwe. Canada is also a contributor through SADCC to several regional projects of direct benefit to Zimbabwe.

In 1985, Canada exported \$11.3 million worth of goods (primarily wheat, synthetic rubber and plastic materials and paper) to Zimbabwe. We imported \$5.2 million of goods including raw sugar, tea and non metallic minerals.

ZIMBABWE OVERVIEW

DOMESTIC SITUATION

National unity continues to be Prime Minister Mugabe's principal domestic priority. Tribal and racial divisions were reflected in the results of the July 1985 elections. The governing ZANU (PF) Party strengthened its hold on the majority Shona-speaking regions of the country, winning 64 seats, while Joshua Nkomo's ZAPU captured all 15 seats in the Ndebele stronghold of Matabeleland. Another seat went to a splinter party. In the voting for the 20 "white reserved" seats, Ian Smith's Conservative Alliance of Zimbabwe unexpectedly took 15 seats leaving the newly formed white party, the Independent Zimbabwe Group, with only 4 elected members. The remaining white seat was retained by an independent, Chris Anderson, who is now the only white member of the Cabinet.

Prime Minister Mugabe has made clear his intention to enact a series of major constitutional amendments beginning in 1987. These changes are aimed at abolishing the Senate and the twenty seats reserved for whites in the House of Assembly, introducing an executive presidency and establishing a one-party state. There are persistent indications that ZANU and ZAPU may be close to announcing an agreement in principle on the unification of the two parties.

The Government states that it is pursuing this course to break down the Shona/Ndebele tribal rivalries which are a legacy of historical differences and of the ZANU - ZAPU split of guerilla forces in the years preceding independence. The government is also anxious to face as a unified nation the increasing uncertainties in the region. Since 1980 there has been sporadic violence along tribal lines and in 1983 there was serious unrest in Matabeleland.

The Government has come under some criticism for its human rights record. In November, 1985, Amnesty International published a report alleging that it has engaged in extensive human rights violations including torture, unlawful detention, abduction and political "disappearances". These accusations were rejected by the government. Over the last year the human rights field in Zimbabwe has improved considerably. In December, 1986, several senior ZAPU detainees were released. Zimbabwean government claims this brings to 214 the number of detainees set free since the 1985 elections with only 34 still

in detention. Despite these improvements, the "emergency powers", first implemented by Ian Smith over twenty years ago, were extended last July for another six months.

ECONOMIC SITUATION

The Zimbabwean economy ranks among the healthiest in sub-Saharan Africa. In addition to an abundance of natural resources Zimbabwe also possesses a diversified economic base, partly because Rhodesia had to encourage more industrialization to compensate for the sanctions imposed against it. In the first two years following its independence Zimbabwe also experienced significant growth. In the next two years the economy stagnated and showed negative growth as the immediate inflationary effects of the withdrawal of sanctions seen in the preceding years decreased and agricultural production faltered due to a 3 year-long drought. Good rains in 1985 produced bumper crops of maize, wheat and sorghum. Tobacco, Zimbabwe's principal export, also improved in quality, quantity and price, and in 1984 generated 22% of export earnings. The mining and manufacturing sectors made impressive gains in 1985. Measures were introduced in 1984 to counteract cattle losses experienced during the drought and in 1985 Zimbabwe started exporting beef to the EEC. The Five Year Development Plan (1986-90) released in April, 1986, is based on an expected annual growth in GDP of 5% in real terms and 7% annual growth in the value of exports.

Future growth of the Zimbabwean economy will depend largely on the issue of transport. Currently, most of Zimbabwe's exports and a majority of imports must pass through South Africa. Therefore, the government, in an effort to become less reliant on South Africa, has placed special importance on the Beira corridor which runs through Mozambique to the Indian Ocean. The Southern African Development Coordination Conference (SADCC) has designated as priorities the rehabilitation of this railway line and the Beira port. Zimbabwe has also stationed troops along the corridor to assist Mozambique in protecting it against sabotage by the Mozambique National Resistance (MNR).

INTERNATIONAL RELATIONS

Internationally, Zimbabwe pursues a policy of non-alignment and, as current Chairman of the non-aligned movement, Prime Minister Mugabe hosted the Eighth Conference

of Heads of State or Government of Non-Aligned Countries in Harare in August 1986. Mr. Mugabe has also participated actively in the deliberations by the Front Line States on South Africa and Namibia.

For historical and practical reasons Zimbabwe maintains major transportation and commercial (but not diplomatic) links with South Africa. Mr. Mugabe played a major role in the development of the Commonwealth position on South Africa. He has repeatedly called on Western countries to impose sanctions on South Africa and has indicated that he may sever Zimbabwe's air links with the Republic. Zimbabwe is of course very vulnerable to both the economic effects of sanctions and possible counter-sanctions which South Africa may choose to impose.

Zimbabwe and indeed all the Front Line States are highly concerned about the activities of the rebel Mozambique National Resistance (MNR) whose strategy has been to disrupt vital transport and pipelines links between Zimbabwe and the Indian Ocean. It extends military assistance to Mozambique and in an effort to reduce national and regional dependence on South Africa Zimbabwe is an active member of SADCC and the Front Lines States. Zimbabwe also participates in the Preferential Trade Area (PTA) for East and Southern Africa. Zimbabwe is a signatory to the Lomé III Convention, a trade and aid agreement between the Economic Community (EC) and 66 African, Caribbean and Pacific states.

CANADA-ZIMBABWE TRADE

Zimbabwe and Canada extend Most Favoured Nation treatment to each other through their common membership in the GATT. Zimbabwe is a beneficiary under Canada's General Preferential Tariff and also receives British Preferential Tariff treatment. Zimbabwe possesses, from a trade perspective, the largest and most significant market in the SADCC group. It has one of the most diversified and developed economies in Black Africa and sufficiently well developed mining, industrial and agricultural sectors to allow it to be a central player in the Southern African region. The Zimbabwe economy has been hindered by low international prices for major export minerals which, even at depressed price levels, in 1984 accounted for a quarter of Zimbabwe's export earnings.

Canadian trade relations with Zimbabwe began to develop in 1980 when the country achieved independence. Canadian exports to Zimbabwe have increased from \$4.5 million in 1983 to \$10.2 million in 1984 and to \$11.3 million in 1985, consisting mostly of wheat (\$4M), telephone equipment (\$2.7M) and agricultural equipment and parts (\$0.5M). For the first eight months of 1986, exports to Zimbabwe amounted to close to \$4 million. Imports on the other hand, reached \$6.4 million in 1983, increasing to \$8.2 million in 1984 and decreasing to \$5.2 million. During the last three years these imports consisted almost exclusively of raw sugar with small quantities of tea, coffee and nickel.

The success of Canadian trade efforts into Zimbabwe have been limited by Zimbabwe's import allocations and lack of foreign exchange compounded by the lack of purchasing power of the Zimbabwean dollar which has more than halved in value vis-à-vis the U.S. dollar since 1982. Trade initiatives are being developed following a CIDA line of credit to the private sector which has opened the way for the introduction of a wide range of Canadian products to this market. Telecommunication, power and energy, consulting services and transportation are sectors where the greatest opportunities lie for Canada. Modernization of telecommunications systems and extension of distribution networks to rural areas are among Zimbabwe's high priorities. Participation in projects funded by CIDA and multilateral organizations have opened up opportunities for Canadian consulting firms in the pulp and paper sector, power transmission and transportation. There is, as well, some potential for joint ventures by Canadian firms.

The Export Development Corporation is open for business in Zimbabwe and has indicated interest in financing a variety of projects.

CANADA-ZIMBABWE COOPERATION

CIDA has allocated \$98 million in bilateral (government-to-government) assistance to Zimbabwe since its independence in April 1980. In the program's initial phase, during the transition period, \$5.9 million was provided for reconstruction, rehabilitation and resettlement projects. This short-term assistance was essential to restore quickly some form of stability to the volatile situation existing after the end of hostilities. The current bilateral program focusses on human resource development, infrastructure, and agriculture and rural development, the objective being to help Zimbabwe improve economic growth while promoting rural production. Disbursements in 1985-86 amounted to \$15.72 million. Activities in CIDA's priority sectors include:

AGRICULTURE/RURAL DEVELOPMENT

A \$7.6 million mapping project is helping to develop a comprehensive resource inventory of the country's less-developed areas for land-use planning. Aerial photography of the entire country has already been completed, along with aerial triangulation and the installation of a computer-aided mapping system in the Surveyor-General's Department. Canadian companies are now producing 900 orthophoto map sheets covering northern and eastern Zimbabwe.

MINING

CIDA has been helping Zimbabwe stimulate interest in its mining sector by funding a \$9.4 million project, which included an aeromagnetic survey completed in 1984 by Kenting Earth Sciences and Geotrex International. Four CIDA co-operants are now using the data, along with ground geophysics and drilling to conduct a mineral exploration program.

TRANSPORTATION

Instructor training for operating 63 previously supplied Champion road graders is being provided.

HUMAN RESOURCE DEVELOPMENT

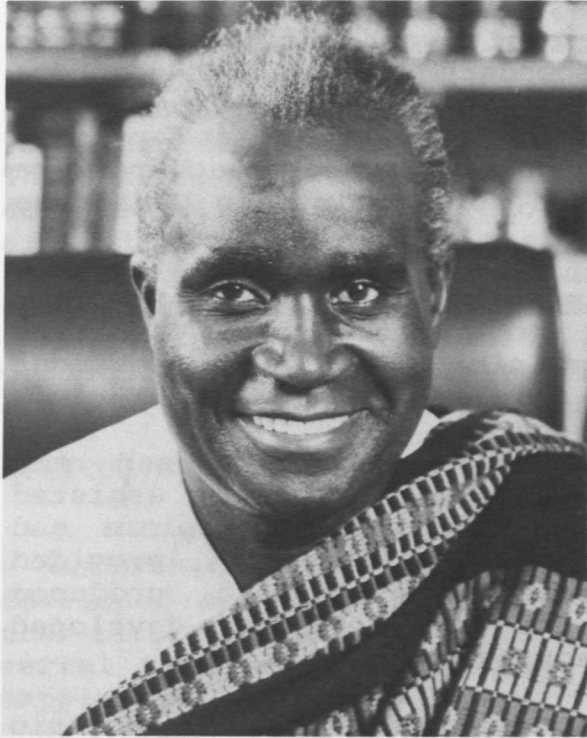
CIDA is helping Zimbabwe address its acute shortage of skilled personnel through an educational and technical assistance program and through support for community and cooperative development. Initiatives in this sector include the following:

- \$4.5 million in support for two CUSO projects in the fields of community development and rural producer cooperatives;
- Phase II of a World University of Canada project to field 100 teachers to secondary schools and teacher-training centres. Under Phase I (\$6.7 million) 100 teachers for rural secondary schools and primary teaching centres and 50 technical school teachers were provided and 50 Zimbabweans were trained in Canada as technical instructors.
- a \$900,000 project carried out by the Manitoba Institute of Management to support small business entrepreneurs through training, improved management and financial assistance;
- a linkage between Dalhousie University and the University of Zimbabwe in which Dalhousie has assisted in the design and implementation of a Diploma and Master's degree in Public Administration, provided teacher training, professional development, produced materials for training and research, and developed library resources and teaching materials.
- an \$8.9 million project implemented by the Ontario International Corporation to provide assistance in technical education, trades testing, and curriculum development.

PRIVATE SECTOR LINE OF CREDIT

A \$14.7 million line of credit is easing the critical shortage of foreign exchange which is hampering Zimbabwe's economic recovery. The funds are being used to purchase the Canadian commodities, goods and equipment needed to revive the business sector. Eighty orders amounting to \$3.5 million were placed during the year, covering a full range of industrial products, including synthetics, aircraft spares and parts.

PRESIDENT KAUNDA
OF ZAMBIA



Dr. Kenneth David Kaunda was born in 1924. His father was a missionary with the Church of Scotland and his mother was one of the first African teachers in the region. His career as a school teacher soon gave way to his political interests and commitment to the fight for independence during the 1950's.

In 1960, he formed and was elected head of the United National Independence Party. In 1964 he pulled Northern Rhodesia out of the Federation of Nyasaland and North and South Rhodesia and became President, in October 1964, of newly independent Zambia.

Dr. Kaunda has received honorary degrees from six universities including, in 1966, the University of Windsor, Ontario. In the 1960's Dr. Kaunda wrote or co-authored seven books. He was elected President of the Non-Aligned Movement in 1969, and chairman of the OAU in 1970. In 1970, he also received the Nehru Award for International Understanding.

The President is a champion of national unity in his country. His own devotion to "humanism" has inspired and contributed to what the Zambians consider as their official philosophy of government.

Dr. Kaunda is married to the former Betty Banda. They have nine children.

ZAMBIA FACT SHEET

Official Name Republic of Zambia

Independence Date October 24, 1964

Area 752,614 square kilometres
5% arable and under cultivation,
13% dense forest, 61% scattered
wood and grass

Population (Mid-1986 estimate) - 7.0 million

Capital Lusaka - population (1986) 725,000

Language English (official); 73 indigenous
languages

Economy GNP (1984) US\$ 2.6 billion
GNP (1984) per capita US\$ 470

Government Constitutional Republic,
One party state

Currency Zambian kwacha

Zambian Representation The Zambian High Commissioner to
Canada is His Excellency Humphrey
Mulemba. The High Commission is
located at 130 Albert Street,
Suite 1610, Ottawa. Tel.: 563-0712

Canadian Representation The Canadian High Commissioner to
Zambia is Miss Marion Macpherson.
The High Commission is located at
Barclays Bank North End Branch,
Cairo Road, Lusaka. Tel.: 21-6161

CANADA-ZAMBIA RELATIONS

Canada's relations with Zambia have always been friendly. The warmth in our relations has been a result, in part, of the position Canada has taken on southern African questions and our willingness to assist in Zambia's economic and development needs. Canada has been supportive of President Kaunda's peace initiatives in the region and Prime Minister Mulroney and President Kaunda worked closely together at the Commonwealth Heads of Government Meetings in Nassau (October 1985) and London (August 1986) to forge the Commonwealth position on South Africa.

CIDA maintains a substantial assistance programme in Zambia. Disbursements for the year 1985/86 reached the sum of \$18 million bringing the total since 1971 to \$162.8 million. CIDA's bilateral aid was initially directed towards Zambia's transportation and training needs. As Zambia's economic problems worsened in the mid-70s, this emphasis on technical assistance gave way to capital projects and lines-of-credit designed to ease Zambia's difficult balance-of-payments situation.

In 1982-83, CIDA reassessed its Zambia program and determined sectoral priorities for the 1983-84 to 1988-89 period. Canada is assisting Zambia's efforts to diversify its economy - now dependent on copper - and also supports Zambian efforts to increase agricultural production and provide infrastructure and increased services to rural areas. Agriculture and rural development account for 75% of bilateral expenditures on current and planned projects.

Canada's High Commission in Zambia funds 29 projects, mainly in education and training. Special Programs contributions totaled almost \$480,000 in 1984-85 and covered some 20 organizations with development projects in Zambia.

Canadian exports to Zambia were \$5.4 million in 1985 and for the first nine months of 1986, Canadian exports exceeded \$9 million; the total export for 1986 should reach approximately \$12 million. Although these figures reflect a high component of bilateral aid, Canadian companies have been successful recently in obtaining portions of World Bank financed projects in the health and road construction sectors.

Approximately 450 Canadians, mainly CIDA cooperants and members of NGO's and missionary orders, live and work in Zambia. There are 48 Zambian students enrolled at Canadian universities.

PRESIDENT MASIRE
OF BOTSWANA

President Quett Ketumile Joni Masire was born on July 23, 1925 in Southern Botswana. Having completed his secondary school education in South Africa, he became a teacher and went on to work as a journalist and later director of African Echo.



Dr. Masire was co-founder of the Botswana Democratic Party and was elected to the National Assembly in 1965. On independence in 1966 he became Vice-President. Although defeated in the 1969 general election, he was returned by the Assembly as Special Elected Member (one of four allowed under the Constitution).

After serving jointly as both Vice-President and Minister of Finance, and following the death of the late President Sir Seretse Khama, he was elected President in 1980 by a special ballot of the National Assembly. Dr. Masire was again returned as President, winning a landslide victory in Botswana's fifth general election in September 1984.

Dr. Masire is also chairman of the Southern African Development Coordination Conference (SADCC) which is based in Gabarone, the capital of Botswana.

During the 1980-85 period, the bilateral relationship has been strengthened by numerous high-level visits, including the visit of Colin Blackbeard, Botswana's Minister of Works and Communications and his Permanent Secretary Moses Lekhaka in July 1985. In November 1985, Vice-President and Minister of Finance, Mr. Peter Masu led a SADCC Delegation to Ottawa

BOTSWANA FACT SHEET

Official Name	Republic of Botswana
Independence Date	September 30, 1966
Area	582,000 square kilometres
Population	(1986 projected) - 1,122,456
Capital	Gaborone - population (1986 projected) - 94,705
Language	English (official), Setswana
Economy	GNP (1985) - US\$ 818 million GNP (1985) per capita - US\$ 920
Government	Parliamentary Republic. The Presidential candidate whose declared supporters form the majority of directly elected members of Parliament takes office as President and selects his ministers from among the members of the National Assembly.
Currency	Pula
Botswana Representation	The Botswana High Commissioner to Canada is His Excellency Serara T. Ketlogetswe. The High Commission is located at 4301 Connecticut Ave. NW, Suite 404, Washington, D.C. 20008, U.S.A. Tel.: (202)244-4990
Canadian Representation	The Canadian High Commissioner is Mr. Roger A. Bull. The High Commission is located at 45 Baines Ave., Harare, Zimbabwe. Tel.: 79-38-01

CANADA-BOTSWANA RELATIONS

Canada established bilateral relations with Botswana in 1966 through our embassy in Pretoria. After Zimbabwe became independent in 1980, our representation was transferred to Harare. Central to our relationship are common pre-occupations with apartheid in South Africa, independence for Namibia, Commonwealth membership and development assistance programs. Botswana's Foreign Minister, Dr. Chiepe, has expressed Botswana's appreciation of Canada's policy toward South Africa and characterized it as a balanced and imaginative approach to counter apartheid.

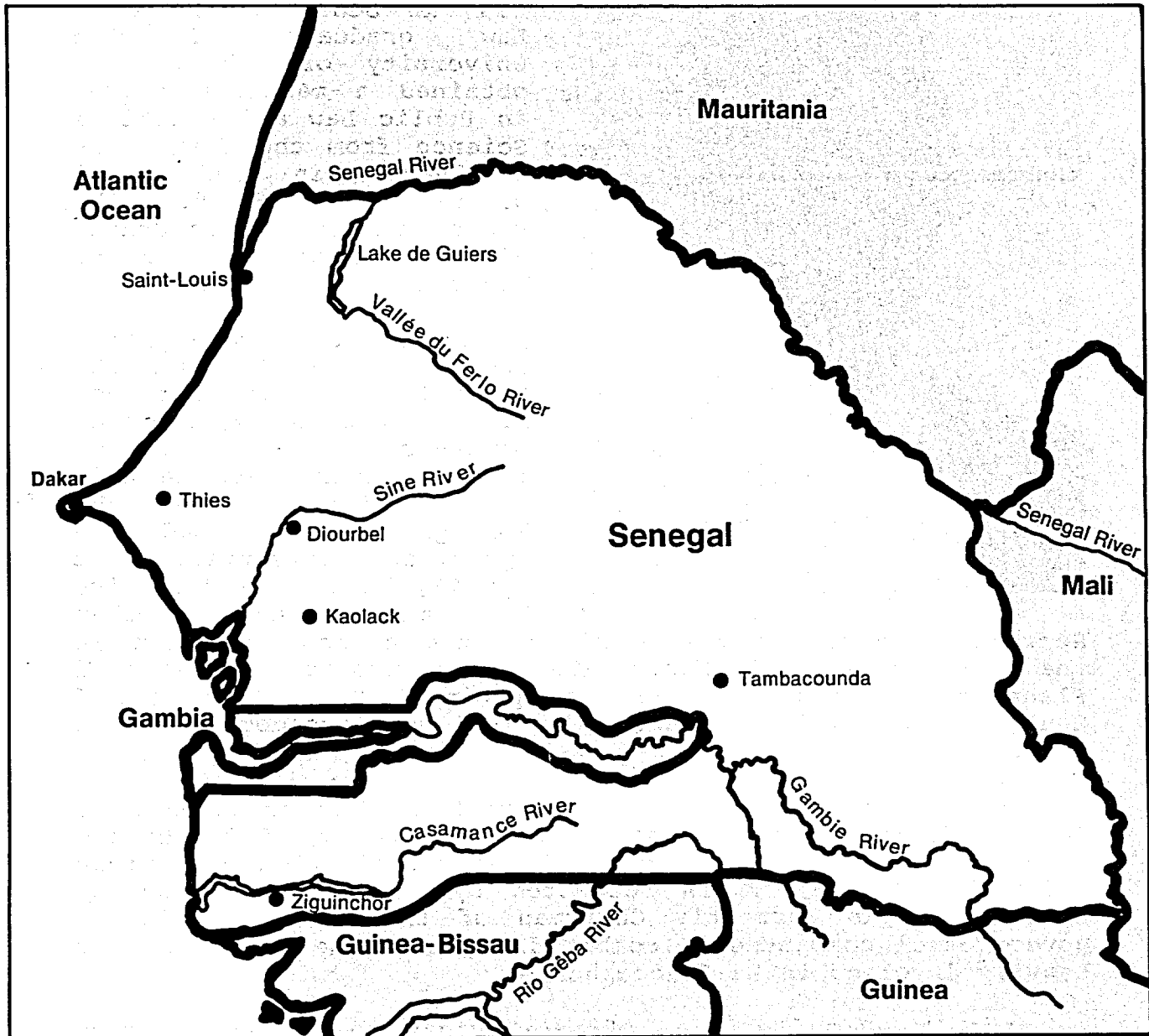
Canadian development assistance to Botswana is expected to reach \$25 million over the next five years. Assistance to Botswana focuses on providing technical assistance in several key sectors: transportation, mining, education social infrastructure, and water resources. As part of Canada's commitment to the Southern African Development Coordination Conference (SADCC) based in Gabarone, Canada is supporting the construction of a power line which will join northern Botswana to the Zambian electricity grid. CIDA has also approved a regional telecommunications connectivity project that will eliminate the need for SADCC countries to pass their telecommunications traffic through Capetown. Special programs and food aid round out the picture of Canadian aid to Botswana.

Canadian trade with Botswana has not been significant, nor is it easily detected due to Botswana's membership in the South African Customs Union. However, Canadian exports of goods and services to Botswana are estimated at \$5 million annually and include geological survey equipment and pharmaceuticals. Canadian companies have submitted bids for aircraft, road graders, water piping and telecommunications equipment. Botswana is one of the few countries in the Southern African region where export (EDC) financing is available. Export opportunities for Canadian companies to Botswana lie primarily in the agricultural sector and multi-laterally funded infrastructure projects.

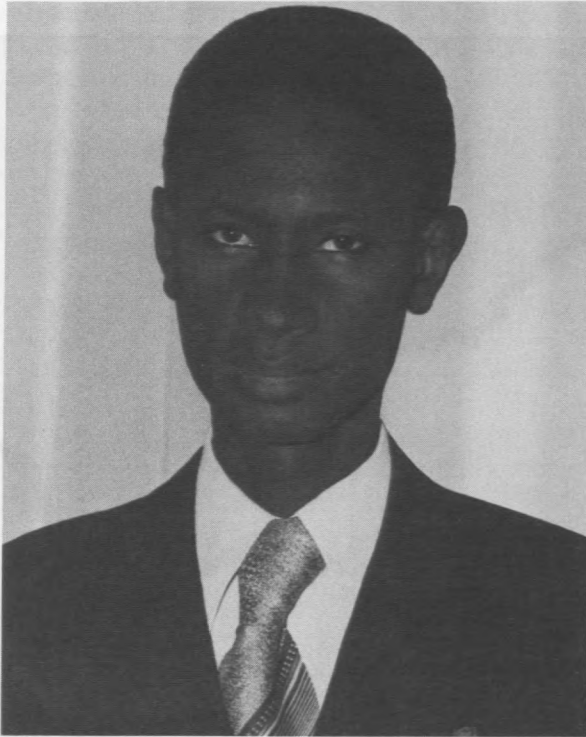
During the past few years, the bilateral relationship has been strengthened by numerous high-level visits, including the visit of Colin Blackbeard, Botswana's Minister of Works and Communications and his Permanent Secretary Moses Lekaukau in July 1985. In November 1986, Vice-President and Minister of Finance, Mr. Peter Mmusi led a SADCC delegation to Ottawa

for yearly discussions in preparation for the SADCC Annual Consultative Conference to be held in Gabarone in February. The participation of such a senior government official in these discussions reflected, in part, a recognition of Canada's significant contribution to regional development in Southern Africa through SADCC. It is expected that a federal minister will lead the Canadian contingent to the Gabarone meetings next month.

There are 79 Botswana currently attending Canadian institutions of higher education.



PRESIDENT ABDOU DIOUF
OF SENEGAL



President Diouf was born in 1935 in Senegal. He is a Law graduate of the University of Dakar. He obtained a master's degree in Public Law and Political Science from the University of Paris in 1959, and graduated in 1960 from the Ecole nationale de la France d'outre-mer at the head of his class.

He proved to be very gifted and rose rapidly in the Senegalese civil service. At the age of 25 he was Governor of the Sine-Saloum region, after which he held high positions with the Foreign, Defence and Co-operation ministries. At age 28, he became Executive Assistant and then

Secretary-General to the President, the highest position in the civil service. In March, 1968 he was promoted Minister of Planning and Industry. He was appointed Prime Minister of Senegal in 1979, and on January 1, 1981 he succeeded President Senghor.

President Diouf was confirmed in this position by a large majority of Senegalese voters in February, 1983. Having held the position of President of the Organization of African Unity in 1985-86, he is respected by the African Heads of State. He is currently Chairman of the CILSS, an inter-governmental committee to combat drought in the Sahel. He is heavily involved in La Francophonie.

Mr. Diouf paid an official visit to Canada as Prime Minister in 1971, then as President of the Republic in 1983. In 1981, former Prime Minister Trudeau visited him shortly after he became President of Senegal. Prime Minister Mulroney also met President Diouf at the first Francophone Summit held in Paris in February, 1986.

SENEGAL FACT SHEET

Surface Area 197,000 sq. km.

Population 6.6 million (1985)

Capital Dakar, pop. 1.5 million

Language French is the official language. National languages include Wolof, Serere, Diola, Pular, Mandingo and Soninke

Religion Muslim 86%; Catholic 10%, other 4%

Economy GNP US\$ 2.47 billion
GNP per capita US\$ 380

Government National Assembly elected for five years. There are 16 political parties and the executive power is centralized around the president.

Currency CFA franc

Senegalese Representation In Canada His Excellency Abdel Kader Fall is the Senegalese ambassador to Canada. The embassy address is 57 Marlborough Avenue, Ottawa, Ontario, K1N 8E8. Tel.: 238-6392

Canadian Representation In Senegal The Canadian Ambassador to Senegal is Mr. Serge April. The embassy is on 45 Boulevard de la République, Dakar. Tel.: 21-02-90

CANADA-SENEGAL RELATIONS

Canada has maintained very good relations with Senegal since it achieved independence in 1960. These are based mainly on cooperation and questions related to La Francophonie, but they are now becoming more diversified and are encompassing various international issues, namely those related to North-South dialogue. Senegal generally defends moderate positions in the international forums, with the result that the delegations of both our countries tend to maintain very close contacts in order to work together in the conferences. Canada also enjoys an excellent reputation in Senegal owing to the democratic nature of its institutions, the fact that it has no colonial past and the quality of its development aid.

Senegal continues to be one of the best-known and most esteemed African countries among Canadians, on account of its social and political stability, its respect for human rights and its tradition of multipartite politics. Bilateral relations between our two countries have been enhanced by numerous high-level visits on both sides, including visits by former Prime Minister Trudeau in 1981, by former President Senghor in 1966, 1968, 1971, 1976 and 1978, and by President Diouf in 1983. Relations between the two countries have grown much closer in recent years, as shown by the Summit contacts, and also by numerous ministerial visits, our increased co-operative endeavours, and the common views we have expressed on a number of international questions, especially those related to Africa.

In 1986 alone, for example, a number of Senegalese ministers have visited Canada, including the ministers of Rural Development, Justice, Education, Trade and Equipment, and the President of the National Assembly. Former Minister for External Relations Monique Vézina participated in the January, 1986 third session of the Bilateral Commission in Dakar, and also met with President Diouf at the special UN session on Africa in New York last May. A parliamentary commission also visited Senegal in December 1986. These high-level meetings are enhanced by the presence in Canada of a Senegalese community numbering about 250, some 150 of whom are students, most in Quebec universities. The Canadian community in Senegal numbers about 400, a substantial group of whom are cooperants.

Senegal continues to be a country of concentrated development aid for Canada, and is thus eligible for all types of resource transfers. To date disbursements from Canada have

totalled some \$180 million, devoted mainly to priority development sectors of concern to Senegal, these being food self-sufficiency, anti-desertification measures and human resource development. In May, 1986 Canada granted additional resources to Africa when it announced a moratorium on the public development debt and revealed plans for new projects in the Africa 2000 program, both of which are available to Senegal.

Commercial interchange between our two countries is limited, since its difficult economic situation has compelled Senegal to reduce imports of a strictly commercial nature. However, there are some interesting possibilities, most of them projects with multilateral financing. The Senegalese program to privatize business might also afford some investment prospects.

SENEGAL OVERVIEW

DOMESTIC SITUATION

Since achieving independence in August, 1960 Senegal has experienced remarkable social and political stability. A presidential and democratic regime was consolidated by the first President, Leopold Sedar Senghor. When he left in 1981 the current President, Abdou Diouf, then Prime Minister, succeeded him. He was confirmed in his position by the elections of February 1983, triumphing over several other candidates in winning 85% of the votes.

The government has extensive popular support. The regime also derives stability from the absence of tribal rivalries and its tradition of neutrality. Freedom of association and speech still exist in Senegal. The 1983-84 insurrection of "Casamance Separatists" has been resolved, and last April 4 the President pardoned some of those detained as a result of the confrontations. This was interpreted as a gesture of appeasement and reconciliation with the former region of Casamance. With the new territorial reorganization it will be possible to better distribute resources among the 10 administrative regions.

ECONOMIC SITUATION

Senegal is a coastal Sahelian country, with a 1984 per capita GNP of US \$380. Annual economic growth of 3.8% slightly exceeded its 2.8% yearly population growth in 1984. Principal exports include fish, refined petroleum products, cotton and peanut products. Imports (US \$1 billion, 1983) are twice the value of exports and include crude oil, machinery and cereal (mainly rice). Trade financing is eased by the direct convertibility between its currency (CFA) and that of its largest trading partner, France. Three quarters of its 6.6 million people are engaged in agriculture but produce only one quarter of GDP. Industrial employment is small, but the sector is larger than those of other Sahelian countries and accounts for another quarter of the GDP, concentrating on petroleum refining and cotton processing. Services account for the remainder of GDP.

Senegal's US \$1.7 billion long term external debt (equivalent to 85% of annual GNP) was largely incurred in the late 1970's when government expenditures continued at a high level after commodity export prices dropped. In 1984, debt service consumed 17% of export receipts, and this ratio is projected to increase to 19% by 1990.

Since the early 1980's, Senegal has made strong efforts to reform its economy by liberalizing agricultural prices, increasing investment, reducing the government deficit, and decreasing the country's dependence on imported cereals (rice). A number of recent economic programs have been adopted, particularly in agriculture and industry. Nevertheless, gross investment is low (17% of GDP) and highly dependent on foreign aid. While the population will reach 10 million by 2000, the economy will likely show the best growth in the Sahel with positive per capita GNP growth.

Donors have been generous and in 1984 foreign aid accounted for 14% of Senegal's GNP. Senegal's external debt has been rescheduled five times by the Paris Club since 1981. The World Bank has provided 3 structural adjustment loans. Close links exist with the IMF through 6 standby arrangements and a concessional Structural Adjustment Facility loan.

INTERNATIONAL RELATIONS

As one of the most active and conspicuous African participants on the international scene, Senegal sometimes exerts an influence greater than do states that are geographically and economically larger and more populous. This is first and foremost a result of the influence wielded by former President Senghor, a great statesman and man of letters who involved his country heavily in La Francophonie and other forums.

This Senegalese tradition of maintaining an active, effective international presence has been perpetuated energetically and very successfully by President Abdou Diouf, the successor to Senghor. Senegal favours a moderate approach to the major international issues and will spare no effort to promote a peaceful solution to existing or potential conflicts in Africa and elsewhere. Its influence has been especially evident in the Chad and West Sahara issues, and in the recent border conflict between Mali and Burkina Faso. Senegal maintains its attachment to Western values, while militating for a new economic order and a new cultural order that would generate a better quality of interchange between countries.

Senegal practises a nonaligned policy and will not hesitate to express its concern over outside intervention designed to destabilize the African continent. It is very internationally oriented, in both regional matters, as in the Sahel or Africa in general, and worldwide, as proven by its prominent role in the United Nations.

The success of the special UN session on the economic crisis in Africa last May was due in large part to the efforts of Senegalese President Diouf, who effectively called for multi-year commitments to sustain the recovery of the African economies. President Diouf had a very active term as President of the Organization for African Unity in 1985-86 and has developed a strong interest in the problem of apartheid in South Africa. During this period he travelled extensively throughout Africa, the Middle East, Europe and Asia, in addition to receiving various foreign dignitaries in Senegal.

President Diouf continues to play an active role on the multilateral level, having served since January, 1986 as President of the CILSS, an intergovernmental committee formed to deal with the problem of drought in the Sahel and including, as well as Senegal, Mali, Cape Verde, Mauritania, Burkina Faso and Niger.

France continues to enjoy a preferred position among the bilateral relations of Senegal, especially where cooperation, investment, cultural exchange and administrative support are concerned. In addition to Canada, Senegal also has close relations with the United States and the Federal Republic of Germany, which has provided it with considerable economic and technical aid. Relations with the Maghreb are intensifying, underscoring this largely Muslim country's affinities with the Arab countries. China, Brazil, Venezuela and the countries of the Gulf are becoming more and more involved in Senegal's foreign relations. Senegal is also striving to maintain good relations with its immediate neighbours. In 1972 it created with Mali and Mauritania the Organization for the Development of the Senegal River (OMVS), and in 1981, with Gambia, the Senegal-Gambia Confederation.

CANADA-SENEGAL TRADE

LEGAL FRAMEWORK

Trade between Canada and Senegal is based essentially on the rules of the GATT, to which both countries subscribe. Under this, they exchange most favoured nation status. Senegal also benefits from the Canadian system of generalized preferences. Canada and Senegal do not have a bilateral trade agreement. An investment guarantee agreement was signed between Canada and Senegal in January, 1979.

VOLUME OF TRADE

Trade between Canada and Senegal has a value less than \$20 million per year and consists mainly of Canadian goods, many of which are exported under the development cooperation program. Senegalese exports to Canada are generally valued at less than \$1 million.

The main Canadian products exported to Senegal in the past three years have been transportation equipment (\$4 million), milk powder (\$2.7 million), sulphur (\$38.1 million), wheat (\$6.4 million), asbestos fibre (\$0.6 million) and drilling equipment (\$9.9 million).

Canada also exports services to Senegal. Over the past two years, their value has attained \$12 million and stems from activities financed by multilateral agencies, especially the World Bank, and from CIDA. Most of the relatively few Canadian companies currently active in Senegal are involved in the services sector.

FUTURE PROSPECTS

In the seventh Senegalese Development Plan (1985-89), priority is given to sectors that generally coincide with the production and export capacities of Canadian firms. Among these are transportation and communications, agriculture, energy, industrial development and training.

Financing is an important consideration in determining whether activities in these sectors will be carried through.

CANADA-SENEGAL COOPERATION

The cooperation program in Senegal began in 1965, when teachers were assigned to that country and scholarships were first granted. Beginning in 1973, the emphasis shifted to more diversified and economically oriented forms of technical assistance. Official development aid to Senegal from Canada totalled some \$180 million from 1965 to 1986. Rural development, fishing, forestry, energy and education have been the focal point for most projects implemented in recent years. At the third Joint Commission held in Dakar in January 1986, the three objectives of cooperation set in 1982 were reaffirmed, these being to reduce the food deficit, to continue to combat desertification and to develop human resources.

REDUCTION OF THE FOOD DEFICIT

Four projects are under way in small-scale fishing, the main field of intervention. Canadian support for this important segment of the life and traditional economy of Senegal was reaffirmed at the sectoral meeting of funding bodies in October 1986. Canada has some involvement in the rural development sector, where Canadian and Senegalese non-governmental organizations are carrying out rural development projects. Other activities are to be planned for this sector, particularly the Senegal Riverregion. Moreover, every year Canada sends food aid to Senegal to offset its chronic grain shortage. The food aid program totalled \$4.0 million in 1985-86. Canada also took part in the very recent emergency operations to combat the invasions of locusts in this region. There are plans for longer-term support to help prevent and minimize the effects of such invasions.

ANTI-DESERTIFICATION MEASURES

Canada's contribution in this sector consists mainly of three reforestation and forest protection projects.

HUMAN RESOURCE DEVELOPMENT

By far the most important project is the Thiès Polytechnical School. Phase IV, currently under way, is the disengagement phase and should make it possible for Canadian assistance to be withdrawn gradually. The first multi-year

scholarship program will end in April 1987, and a second program, focussed more on technical and non-formal training, should begin in September 1987.

The other bilateral projects include participation in a World Bank project in the energy-saving and industry sector, a rural electrification project started in the early 1980s and now being completed, and two special projects authorized in 1986 to provide four locomotives and 100 Canadian-made rail cars to the Senegalese national railway.

Senegal is also the beneficiary of three regional projects sponsored by CIDA:

- The OMVS (Organization for the Development of the Senegal River). To date, Canada has contributed towards construction to the Manantali Dam by providing electro-mechanical equipment, and has financed technical studies for the construction of ports and landings on the river.
- The DEVTELAO project (Development of Telecommunications in West Africa). Canada has put in place a microwave network for communications.
- The CESTI project. With Canadian support, the Centre for the Study of Information Science and Technology has been created in Senegal.

In the field of industrial cooperation, contributions amounting to \$1 million have made it possible since 1980 to support 15 or so projects in various industrial sectors. The efforts put forth have not produced any tangible results so far but some important progress was made over the past year and may result in significant agreements being signed shortly.

In conjunction with such significant examples of direct intervention by the Canadian International Development Agency, for a number of years Canada has been supporting Canadian volunteer organizations working in Senegal. In this capacity, Canada is one of the main donor countries. Over the past four years, some \$7.0 million has been channeled in this direction in support of more than 50 projects being carried out by NGOs and other institutions in cooperation with their partners in Senegal.

Also worthy of note is the active presence in Senegal of the International Development Research Centre (IDRC), another Canadian institution for development. The regional IDRC office for West and Central Africa is located in Dakar. Some 50 projects having a total value of \$7.0 million, concentrated mainly in agriculture, have been supported so far.

The IDRC (International Development Research Centre) has been providing technical studies for the construction of ports and landings on the river. The IDRC has also been providing technical studies for the construction of ports and landings on the river. The IDRC has also been providing technical studies for the construction of ports and landings on the river.

The IDRC has also been providing technical studies for the construction of ports and landings on the river. The IDRC has also been providing technical studies for the construction of ports and landings on the river. The IDRC has also been providing technical studies for the construction of ports and landings on the river.

In conjunction with such significant examples of direct intervention by the Canadian Agency for International Development, a number of years ago Canada has been supporting Canadian volunteer organizations working in Senegal. In this context, it is worth mentioning that over the past four years, more than 30 projects have been carried out by NGOs and other institutions in cooperation with their partners in Senegal.

This is a list of projects supported by the Canadian Agency for International Development in Senegal. The projects are listed in chronological order from 1970 to 1980.

PRESIDENT MOUSSA TRAORE
OF MALI

President Traoré was born in 1936 in Kayes, on the border between Senegal and Mali. He began his career with the French Army, having first attended the Officer Training School in Fréjus. He was assigned to the Malian Army in 1960 and was promoted Lieutenant in 1964. On November 19, 1968 he led a Military Committee of National Liberation in a takeover of the regime of Modibo Keita.



Since 1969, when he became General and President of the Government, Lt. Traoré has skillfully avoided a number of danger points, including some attempted coups. The new regime promised to hold free parliamentary and presidential elections. Its purpose was to dismantle the country's socialist structures, to reorganize the economy and to achieve national reconciliation. A new constitution was adopted by referendum in 1974. Civilian government did not return until five years later, however, in order to allow a new party, the Democratic Union of the Malian People (UDPM) to be created. General Traoré has been its Secretary-General since March, 1979. Legislative and presidential elections were held in June, 1979 and then in 1985, giving President Traoré, whose list received 99% of the votes, a five-year term.

President Traoré was President in Office of the West African Economic Community in 1977, and is currently in the same role with the Organization for the Development of the Senegal River (OMVS). He is currently pursuing a more liberal economic policy, in cooperation with the IMF.

President Traoré visited Canada in 1978 in the context of the OMVS. Along with Prime Minister Mulroney, President Traoré took part in the Paris Francophone Summit in February 1986.

MALI FACT SHEET

Surface Area	1,240,150 sq. km.
Population	7.34 million (1984)
Capital	Bamako, pop. 695,000
Languages	French is the official language. Bambara, Dogon, Tuareg, Songhai, Senufo and Arabic are the national languages.
Religion	Muslim 65%, animist 30%, Christian 5%
Economy	GNP (1984) US\$ 1.1 billion GNP per capita (1984) US\$ 140
Government	Single-party Presidential regime, with an elected national assembly
Currency	The CFA franc has been used since the entry of Mali into the West African Monetary Union in 1984. FF1 = CFA50
Malian Representation in Canada	The Malian Ambassador to Canada is His Excellency Sadibou Koné. The Embassy is located at 50 Goulburn Avenue, Ottawa, K1N 8C8, Tel.: 232-1501.
Canadian Representation in Mali	The Canadian Ambassador to Ivory Coast, Mr. John P. Bell, is accredited to Mali. Bamako has an embassy office at Box 188, Bamako Tel.: 22-43-62 or 22-22-36.

CANADA-MALI RELATIONS

Our relations are based essentially on the program of cooperation, which has made Canada one of Mali's main partners in this connection. From an educational support focus at its beginning in 1968, the Canadian program of assistance has over the years turned more toward providing economic aid to rural development, energy, transportation and human resource development. Since 1968, Mali has received a total of \$143 million in Canadian assistance.

The primary objective of the bilateral cooperation program in Mali, which seeks to combat desertification in the Sahel, is to achieve a better socio-ecological balance. This is focussed on three areas of intervention: food equilibrium, protection of the plant cover, and energy equilibrium. The Kaarta project, an ambitious program of integrated rural development aimed at achieving nutritional stability, will alone cost some CDN\$ 25 million.

Support projects in education, human resource development, health and cooperatives involve local population groups in the development projects. Complementing these areas of concentration, the problem of water supply is given special emphasis. Assistance is also being given to the Malian national railway in order to open the country up internally and externally. On the regional level, Canada has helped to finance the Manantali Dam and has assisted in the feasibility studies to develop the Senegal River under the OMVS plan.

Food aid amounting to \$12 million has been provided by CIDA since 1982. Mali has received 15,000 tonnes of corn and 7,000 tonnes of wheat over these three years to help overcome its food deficit. During 1986-87, Canada will help Mali to achieve a balance of payments by a donation of \$4 million worth of wheat.

Politically, our relations with Mali are cordial. It is a member of the Agency for Cultural and Technical Cooperation and a partner in La Francophonie. We have exchanged ministerial visits, and bilateral consultations are held periodically.

However, trade between Canada and Mali is practically nonexistent. Our exports are tied with the CIDA program and with the contracts that a few Canadian companies are able to obtain under multilaterally financed aid projects.

PRESIDENT MAAOUYA OULD
SID'AHMED TAYA
OF MAURITANIA



The President of Mauritania, His Excellency Colonel Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, was born in Atar, approximately 250 miles northeast of the capital Nouakchott in 1941. As a soldier, Colonel Taya studied in France at various military schools. President Taya began his military career in Mauritania in 1960 where he held a number of important command positions, including Assistant Chief of Staff of the National Army and Minister of National Defence.

A member of the Military Committee for the National Welfare, Colonel Taya was appointed Prime Minister on April 25, 1981, a post he held for close to three years. In March 1984, Colonel Taya was named Chief of Staff of the National Army. On December 12, 1984, he became President of the Military Committee for the National Welfare and Head of State.

President Taya's main goals in coming to power were to improve Mauritania's economy, reduce corruption and restore civil liberties, starting with the release of all political prisoners of the old regime. President Taya also took measures to ensure greater equity and efficiency in the distribution of emergency food aid.

President Taya is married and has two children.

MAURITANIA FACT SHEET

Area 1,030,700 sq. kilometers

Population 1,90 million (IMF mid-1984 estimate)

Capital Nouakchott, pop. 450-500,000

Languages Arabic, French, Pulaar, Soninké, Wolof

Religion Islam

Economy GNP (1985) US\$ 712.5 million
GNP per capita (1985) US\$ 375

Government Strong presidential system backed by the Military Committee for the National Welfare (CMSN)

Currency Ouguiya (UM)

Mauritanian Representation to Canada The Ambassador of Mauritania to Canada is His Excellency Mohamed Mahjoub Ould Boye. He is based at the Permanent Mission of the Islamic Republic of Mauritania to the United Nations, 600 Third Avenue, 37th floor, New York 10016. Tel.: (212) 737-7780

Canadian Representation to Mauritania The Ambassador of Canada to Mauritania is His Excellency Serge April. He is based at the Embassy of Canada in Sénégal, 45 avenue de la République, Dakar, Sénégal. Tel.: 22-05-12.

CANADA-MAURITANIA RELATIONS

Relations between Canada and Mauritania have not been extensive though they are generally good and cordial. The former President of Mauritania, Mr. Ould Daddah, visited Canada in May 1977. Mauritania has received Canadian food aid and, under a bursary program, a number of Mauritanian students were trained in Canada. Canada and Mauritania extend Most Favoured Nation treatment to each other through their common membership in GATT. Mauritania is eligible to benefit from Canada's Generalized System on Tariff Preferences. No bilateral trade agreement exists between the two countries.

Contacts between Mauritania and Canada have grown through direct bilateral actions, such as visits by officials, and exchanges in multilateral fora like the African Development Bank, la Francophonie and the Sénégal River Valley Development Organization.

Although Mauritania is not a country in which Canada has an active bilateral aid programme, Mauritania has benefitted from Canadian assistance channelled by various means including multilateral institutions. Until recently, Canada provided food aid to Mauritania and assisted in funding an economic project managed by the Centre for Research on Economic Development of the University of Montreal. A bursary program funded by CIDA enabled a number of Mauritanian students to study engineering and management in Canadian universities. As part of its \$2 million contribution to UNICEF to assist the emergency and rehabilitation programmes of African countries, Canada extended in December 1986 a \$500,000 grant to Mauritania as a special initiative taken within the context of CIDA's Africa 2000 Programme.

Trade between Canada and Mauritania has remained modest given the difficult economic situation in Mauritania. Canada has enjoyed a favourable trade balance with Mauritania, exporting mostly wheat and other food products purchased with CIDA credit funds. Certain Canadian companies have explored trade opportunities in Mauritania though trade possibilities will continue to be directly affected by Mauritania's economic situation and pressing economic needs.

ANNEX

LIST OF COUNTRIES REPRESENTED AT THE FRANCOPHONE SUMMIT
PARIS, FEBRUARY 17-19, 1986

Belgium	Benin	Burkina Faso
Burundi	Canada	Canada-Québec*
Canada-New Brunswick*	Central African Republic	
Comores	Congo	Ivory Coast
Djibouti	Dominica	Egypt
France	Gabon	Guinea
Guinea-Bissau	Haiti	Laos
Liban	Luxembourg	Madagascar
Mali	Maroc	Mauritius
Mauritania	Monaco	Niger
Rwanda	Saint Lucia	Senegal
Seychelles	Switzerland	Chad
Togo	Tunisia	Vanuatu
Vietnam	Zaire	

*Participating government

COUNTRIES THAT ARE MEMBERS OF THE COMMONWEALTH

Antigua & Barbuda	Australia	Bahamas
Bangladesh	Barbados	Belize
Botswana	Britain	Brunei
Canada	Cyprus	Dominica
Fiji	The Gambia	Ghana
Grenada	Guyana	India
Jamaica	Kenya	Kiribati
Lesotho	Malawi	Malaysia
Maldives	Malta	Mauritius
Nauru	New Zealand	Nigeria
Papua New Guinea	St. Christopher-Nevis	
St. Lucia	St. Vincent	Seychelles
Sierra	Leone	Singapore
Solomon Islands	Sri Lanka	Swaziland
Tanzania	Tonga	Trinidad & Tobago
Tuvalu	Uganda	Vanuatu
Western Samoa	Zambia	Zimbabwe

NOTES